

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Secrétariat Général
Service de l'accès au droit, à la justice
et de la politique de la ville
Bureau de l'aide juridictionnelle

Circulaire du 12 septembre 2007

Date d'application : immédiate

LA GARDE DES Sceaux, MINISTRE DE LA JUSTICE

A

**Monsieur le Vice-Président du Conseil d'Etat
Monsieur le Premier Président de la Cour de cassation
Monsieur le Procureur Général de ladite Cour**

**Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel,
Madame la Présidente du tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre-et-Miquelon,
Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près les cours d'appel,
Monsieur le Procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre-
et-Miquelon,**

POUR INFORMATION

**Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale de la Magistrature,
Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale des Greffes,
et
Monsieur le Président du Conseil National des Barreaux,
Monsieur le Président de la Conférence des Bâtonniers,
Monsieur le Président de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation
Monsieur le Président de la Chambre nationale des avoués
Monsieur le Président du Conseil supérieur du notariat,
Monsieur le Président de la chambre nationale des huissiers de justice,
Monsieur le Président de l'UNCA,**

N° NOR : JUS J 07 90 004 C

OBJET : Entrée en vigueur de l'ordonnance n°2005-1526 du 8 décembre 2005 relative à l'aide juridique et du décret n°2007-1151 du 30 juillet 2007 portant diverses dispositions en matière d'aide juridique

MOTS CLÉS : Aide juridictionnelle ; renonciation par l'avocat et les auxiliaires de justice rémunérés selon un tarif au bénéfice de l'aide juridictionnelle ; Attestation de fin de mission, déclaration de ressources ; rétribution des avocats et majoration ; instruction des demandes d'aide juridictionnelle ; notaires.

TITRE DÉTAILLÉ : Présentation de l'ordonnance n°2005-1526 du 8 décembre 2005 relative à l'aide juridique et du décret n°2007-1151 du 30 juillet 2007 portant diverses dispositions en matière d'aide juridique.

TEXTES SOURCES : Loi n° 2004-439 du 26 mai 2004 relative au divorce ; loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit.

PUBLIÉE : BULLETIN OFFICIEL ; INTRANET SADJPV.

MODALITÉS DE DIFFUSION

Diffusion assurée par le Ministère de la Justice en un exemplaire au Vice-Président du Conseil d'Etat, aux chefs de la Cour de cassation et aux chefs des cours d'appel à charge pour eux d'en assurer la diffusion à tous les magistrats et juges de leur ressort ainsi qu'aux directeurs de greffe – hors Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna et Mayotte.

Un exemplaire à tous les autres destinataires pour information.

TABLE DES MATIERES

I. – SIMPLIFICATION DE LA PROCEDURE DE RECOUVREMENT DES EMOLUMENTS DUS AUX AUXILIAIRES DE JUSTICE ET DE L'INDEMNITE ALLOUEE A L'AVOCAT SUR LE FONDEMENT DE L'ARTICLE 37 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1991

A - Recouvrement des émoluments par les auxiliaires de justice rémunérés selon un tarif

1. Recouvrement par l'avocat
 - a) le juge n'alloue pas l'indemnité de l'article 37
 - b) le juge alloue l'indemnité de l'article 37
2. Recouvrement par les autres auxiliaires de justice
 - a) dispositions générales
 - b) dispositions applicables à certains auxiliaires de justice

B. - Recouvrement par l'avocat de l'indemnité allouée par le juge

1. Présentation du nouveau dispositif
 - a) définition de l'indemnité allouée
 - b) application en toutes matières
 - c) report de la délivrance de l'AFM
2. Mise en œuvre du dispositif
 - a) délai ouvert à l'avocat pour exercer l'option et recouvrer le montant de l'indemnité allouée
 - b) modalités de renonciation par l'avocat à percevoir la contribution au titre de l'aide juridictionnelle
3. Renonciation par l'avocat au recouvrement de la somme allouée ou recouvrement partiel de cette somme
 - a) délivrance de l'AFM
 - b) diligences à accomplir par le greffier ou le secrétaire après la délivrance de l'AFM
 - c) paiement de l'avocat par la CARPA

II. – SIMPLIFICATION DE L'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AIDE JURIDICTIONNELLE

- A. - Examen systématique de l'éventuel divergence d'intérêt entre le mineur demandeur à l'aide juridictionnelle et les personnes vivant au même foyer
- B. - Allègement des justificatifs de ressources à produire par l'avocat commis ou désigné d'office
- C. - Adaptation du formulaire de demande d'aide juridictionnelle pour les allocataires de prestations sociales

III. – MODIFICATIONS CONCERNANT LA RETRIBUTION DES AVOCATS ET DES NOTAIRES

A. – Modification du barème de rétribution des avocats

1. rétribution de l'avocat assistant un mineur poursuivi devant le tribunal de police ou le juge de proximité pour une contravention des quatre premières classes

2. modification de la majoration par jour d'audience supplémentaire en matière criminelle
3. modification du libellé des rubriques XIII.1 et XIII.2 du barème

B. - Rétribution du notaire désigné sur le fondement de l'article 255 10° du code civil

IV. – MODIFICATION DES ATTESTATIONS DE MISSION, DE LA NOMENCLATURE STATISTIQUE ET DES APPLICATIONS INFORMATIQUES

ANNEXES

1. Ordonnance n° 2005-1526 du 8 décembre 2005 modifiant la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;
2. Décret n° 2007-1151 du 30 juillet 2007 relatif à l'aide juridictionnelle ;
3. Avis de renonciation de l'avocat à la part contributive de l'Etat ;
4. Nouvel imprimé d'attestation de mission «notaire, greffier du tribunal de commerce, huissier de justice, commissaire- priseur » ;
5. Nouvel imprimé d'attestation de mission « avocat au Conseil d'Etat, Avocat à la Cour de cassation, avoué » ;
6. Exemple de dispositif de condamnation, sur le fondement de l'article 37 de la loi ;
7. Barème indicatif des montants moyens de rétribution des missions d'aide juridictionnelle accomplies par les avocats ;
8. Formulaire de demande d'attestation de mission ;
9. Imprimé relatif à la situation économique et familiale du demandeur à l'aide ;
10. Barème de la contribution de l'Etat à la rétribution des missions d'aide juridictionnelle pour les missions achevées à compter du 2 août 2007 ;
11. Nouvel imprimé d'attestation de mission « Affaires pénales » ;
12. Nouvel imprimé d'attestation de mission « Affaires civiles » ;
13. Nouvel imprimé d'attestation de mission « Affaires administratives » ;
14. Nouvelle table de codification de la nature des procédures ;
15. Instructions relatives à la mise à jour des code nature des procédures.

L'ordonnance n°2005-1526 du 8 décembre 2005 relative à l'aide juridique et le décret n° 2007-1151 du 30 juillet 2007 portant diverses dispositions en matière d'aide juridictionnelle (cf. annexes 1 et 2) facilitent la mise en œuvre de la procédure de recouvrement des émoluments dus aux auxiliaires de justice rémunérés selon un tarif et de l'indemnité allouée à l'avocat en application de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

Le décret du 30 juillet 2007 introduit également plusieurs mesures de simplification dans l'instruction des demandes par les bureaux d'aide juridictionnelle.

Il adapte le barème de rétribution des avocats en matières pénale et civile et fixe la rétribution du notaire chargé d'établir un projet de liquidation du régime matrimonial et de formation des lots à partager.

La présente circulaire vise à présenter ces nouvelles dispositions. Ses annexes contiennent également les nouveaux formulaires d'attestation de mission à utiliser par les greffes et les secrétariats des juridictions administratives ainsi que la barème de rétribution actualisé à utiliser dès l'entrée en vigueur du décret du 30 juillet 2007.

I. – SIMPLIFICATION DE LA PROCEDURE DE RECOUVREMENT DES EMOLUMENTS DUS AUX AUXILIAIRES DE JUSTICE ET DE L'INDEMNITE ALLOUEE A L'AVOCAT SUR LE FONDEMENT DE L'ARTICLE 37 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1991

Le **premier** alinéa de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 permet à l'auxiliaire de justice, rémunéré selon un tarif, de renoncer à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat et de poursuivre le recouvrement des émoluments auxquels il peut prétendre contre la partie condamnée aux dépens et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle.

Le **deuxième** alinéa de l'article 37 permet également aux avocats de renoncer à percevoir leur rétribution au titre de l'aide juridictionnelle et de poursuivre le recouvrement à leur profit de la somme allouée par le juge, communément appelée « indemnité de l'article 37 », correspondant aux frais que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait eu cette aide.

L'ordonnance du 8 décembre 2005 et son décret d'application du 30 juillet 2007 adaptent la procédure de recouvrement des émoluments tarifés et de l'indemnité de l'article 37 afin d'en faciliter la mise en oeuvre.

A - Recouvrement des émoluments par les auxiliaires de justice rémunérés selon un tarif

Les auxiliaires de justice rémunérés selon un tarif peuvent, en application du premier alinéa de l'article 37, renoncer à percevoir la part contributive de l'Etat et poursuivre, contre la partie condamnée aux dépens et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, le recouvrement des émoluments auxquels ils peuvent prétendre.

Le délai de renonciation à percevoir la part contributive de l'Etat, fixé à deux mois par le second alinéa de l'article 108 du décret du 19 décembre 1991, a été porté à **quatre mois** par le décret du 30 juillet 2007 afin de faciliter le recouvrement de ces émoluments.

Il est apparu en effet que le délai de deux mois qui court à compter, soit de l'accomplissement de l'acte par l'auxiliaire de justice, soit de la délivrance de l'attestation de mission (AFM) était souvent trop court pour permettre le recouvrement effectif des émoluments auxquels cet auxiliaire pouvait prétendre, notamment lorsque le délai court à compter de l'accomplissement de l'acte.

La mise en œuvre de ce dispositif varie selon les auxiliaires de justice.

1. Recouvrement par l'avocat

Pour leur activité de postulation et pour les actes de procédure devant le tribunal de grande instance, les avocats perçoivent des émoluments, droits et remboursements de débours aux taux et dans les conditions prévues, pour les affaires portées devant la juridiction civile, par les dispositions du titre 1^{er} du décret du 2 avril 1960 et du décret n° 75-785 du 21 août 1975.

Il s'agit, outre les déboursés, du droit fixe et du droit proportionnel¹ dus par la partie condamnée aux dépens².

Ces émoluments tarifés n'étant pas exclusifs de l'indemnité qui peut être allouée à l'avocat sur le fondement du deuxième alinéa de l'article 37, deux hypothèses doivent être envisagées :

a) Le juge n'alloue pas l'indemnité de l'article 37

Le greffier ou le secrétaire de la juridiction délivre à l'avocat une attestation de mission dès le prononcé de la décision ou, au plus tard, lors de la délivrance d'une expédition de celle-ci, selon les modalités de l'article 104 du décret.

L'avocat dispose désormais d'un délai de **quatre mois** à compter de la délivrance de l'attestation de mission pour renoncer à percevoir la part contributive de l'Etat et poursuivre contre la partie condamnée aux dépens et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, le recouvrement de ses émoluments tarifés.

En cas de recouvrement de ses émoluments, l'avocat avise le greffier en chef ou le secrétaire de la juridiction de sa renonciation à percevoir la part contributive de l'Etat. A cet effet, un imprimé spécifique, joint en annexe 3, a été établi.

Cet avis permet au greffier en chef ou au secrétaire de faire le rapprochement avec l'état de recouvrement pouvant être établi dès le prononcé de la décision et de procéder à sa réduction ou à son annulation suivant les modalités définies par la circulaire JUSG 0760041 A du 15 mai 2007.

Dans le même temps, l'avocat avise la Carpa dont il relève de sa renonciation.

b) Le juge alloue l'indemnité de l'article 37

L'attestation de mission n'est délivrée à l'avocat que s'il renonce à recouvrer cette indemnité ou, en cas de recouvrement partiel, si la fraction recouvrée n'excède pas la rétribution due au titre de l'aide juridictionnelle (cf. **B. - Recouvrement par l'avocat de l'indemnité allouée par le juge**).

¹ Article 1^{er} du décret n°60-323 du 2 avril 1960 portant règlement d'administration publique et fixant le tarif des avoués : « Dans toute instance, contradictoire ou par défaut, en matière sommaire ou ordinaire, et dans les autres matières visées au présent décret, il est alloué aux avoués en cause, indépendamment de leurs déboursés :

1° Un droit fixe ;

2° Un droit proportionnel.

Ces deux droits, qui peuvent être perçus ensemble ou séparément, en totalité ou par fractions, constituent la seule rémunération due à l'avoué pour tous les actes de procédure, préparation, rédaction, établissement de l'original et des copies, vacations de toute nature y compris l'obtention et la levée du jugement ou de l'ordonnance définitifs ainsi que toutes les formalités prévues aux articles 76, 78 et 79 du code de procédure civile [NCPC, art. 727, 753, 788, 791, 814 à 816].

Sont compris dans l'obtention du jugement ou de l'ordonnance leur signification à avoué et à partie ainsi que les certificats de cette signification . »

² Art. 695 du NCPC : « Les dépens afférents aux instances, actes et procédures d'exécution comprennent : (...)

7° La rémunération des avocats dans la mesure où elle est réglementée y compris les droits de plaidoirie. »

2. Recouvrement par les autres auxiliaires de justice rémunérés selon un tarif

a) dispositions générales

Les autres auxiliaires rémunérés selon un tarif, (avoués, notaires, greffiers des tribunaux de commerce, commissaires-priseurs judiciaires et huissiers de justice) peuvent renoncer à la contribution de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle et recouvrer contre la partie condamnée aux dépens les émoluments auxquels ils peuvent prétendre.

Conformément au dernier alinéa de l'article 108 du décret du 19 décembre 1991, dans sa rédaction issue du décret du 30 juillet 2007, cette renonciation peut intervenir à tout moment et au plus tard dans un délai de **quatre mois**.

Ce délai, fixé auparavant à deux mois, court selon le cas, à compter de l'accomplissement de l'acte pour lequel l'auxiliaire a été désigné ou de la délivrance de l'attestation de mission.

Avis de la renonciation à la contribution de l'Etat est donné au greffier en chef ou au secrétaire de la juridiction concernée. A cet effet, l'auxiliaire de justice peut retourner, lorsqu'elle lui a été délivrée, l'attestation de mission après avoir renseigné et signé la rubrique créée à cet effet (cf. annexes 4 et 5).

Les attestations de fin de mission sont transmises par bordereau pour mandatement aux services ordonnateurs. Votre attention est appelée sur les renonciations intervenant après la délivrance d'une attestation de fin de mission. Il vous appartient d'en informer le plus rapidement possible l'ordonnateur afin d'éviter, dans la mesure du possible, le paiement de cette dépense. Dans l'hypothèse où une telle dépense serait intervenue, l'auxiliaire de justice est tenu de rembourser les fonds versés au titre de l'aide juridictionnelle

Nota : Compte-tenu du nouveau circuit de paiement des missions d'aide juridictionnelle, depuis l'entrée en vigueur de la LOLF, les modèles d'attestation de fin de mission sont modifiés (cf. annexe 4 et 5).

Les missions accomplies par les auxiliaires de justice autres que les avocats ne sont plus réglées directement par le Trésor public mais font l'objet d'un mandatement préalable des SAR (prise en compte du mandatement des dépenses, suppression du cadre réservé au Trésor). Une fois complétées, les attestations de mission doivent être transmises aux SAR pour mandatement dans les conditions définies par la circulaire SG/CIR/n°6-2005 du 9 décembre 2005.

b) dispositions applicables à certains auxiliaires de justice

Par cohérence avec l'allongement du délai de renonciation de l'article 108, le délai de l'article 107 ouvert à l'huissier de justice, au notaire, au greffier de tribunal de commerce et au commissaire-priseur judiciaire, pour la demande de délivrance de l'attestation de mission au greffe de la juridiction saisie ou de celle ayant rendu la décision, a été porté à quatre mois suivant l'accomplissement de l'acte.

Passé ce délai, ces auxiliaires ne sont plus recevables à solliciter la délivrance de l'attestation de mission.

B. - Recouvrement par l'avocat de l'indemnité allouée par le juge

Le dispositif de l'article 37 permet à l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle de demander au juge la condamnation de la partie adverse au paiement d'une indemnité correspondant aux frais que son client aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide.

Peu utilisé, voire méconnu des acteurs du monde judiciaire, ce dispositif permet pourtant d'améliorer significativement la rétribution de l'avocat, laquelle n'est plus déterminée suivant le barème de l'aide juridictionnelle mais par le juge en tenant compte du coût réel de la mission d'assistance.

Il importe que ce dispositif reçoive application chaque fois que l'adversaire est en mesure de payer les honoraires et frais de l'avocat ayant prêté son concours au titre de l'aide juridictionnelle.

Tel est le cas notamment en matière de divorce lorsque l'un des conjoints dispose de revenus importants et d'une situation professionnelle stable, ou encore dans le cadre du contentieux prud'homal ou de la responsabilité. Dans ces hypothèses, il est souhaitable que la rémunération de l'avocat prêtant son concours au titre de l'aide juridictionnelle soit, lorsqu'il en fait la demande, supportée par la partie qui succombe et non pas par l'Etat, à l'instar des dépens d'instance ou des frais irrépétibles alloués sur le fondement de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

Il importait donc de simplifier la mise en œuvre de cette procédure originale afin d'en favoriser l'application.

A cet effet, l'article 2 de l'ordonnance du 8 décembre 2005 précise le contenu de l'indemnité de l'article 37, distincte par son objet des sommes recouvrables au titre des dépens d'instance ou des frais irrépétibles. Il étend également l'application du dispositif en matière pénale, jusqu'alors exclue, et allonge le délai ouvert à l'avocat pour recouvrer l'indemnité allouée par le juge.

1. Présentation du nouveau dispositif

a) définition de l'indemnité allouée

- Contenu de l'indemnité

L'indemnité allouée par le juge à l'avocat était définie par l'article 37 comme la somme « au titre des frais que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide. » Cette rédaction, qui vise l'ensemble des frais de procès, englobait indistinctement les dépens de l'article 695 du NCPC et les frais irrépétibles de l'article 700 du même code, telle la rémunération de l'avocat, qui représente une part importante des frais de procès pris en charge au titre de l'aide juridictionnelle.

Dans sa rédaction issue de l'ordonnance du 8 décembre 2005, l'indemnité de l'article 37 correspond désormais aux « honoraires et frais, non compris dans les dépens, que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide. »

Il s'agit exclusivement des sommes qui auraient été fixées par l'avocat en accord avec son client si ce dernier n'avait pas bénéficié de l'aide juridictionnelle, savoir :

- les honoraires que l'avocat aurait facturés pour le travail de consultation, d'assistance, de conseil, de rédaction d'actes juridiques sous seing privé et de plaidoirie à l'exclusion de la postulation et des actes de procédure dont la tarification est régie par les dispositions sur la procédure civile³ ;
- les frais que l'avocat a engagés pour la défense de son client (téléphone, photocopie, papeterie, secrétariat, frais de transport et de séjour, etc.).

L'avocat peut justifier par tout moyen des frais et honoraires qu'il aurait appliqués à son client si ce dernier n'avait pas été éligible à l'aide juridictionnelle, notamment par la communication d'une convention d'honoraires⁴ ou d'une facture *pro forma*⁵.

A titre indicatif, un exemple de dispositif de condamnation prononcée sur le fondement de l'article 37 est joint en annexe 6.

Nota : Le montant de l'indemnité allouée doit être supérieur au barème de rétribution au titre de l'aide juridictionnelle et suffisamment attractif pour que l'avocat renonce à cette rétribution. Afin de connaître précisément le montant de la contribution de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle, ce barème a été converti en euros (cf. annexe 7). Il indique, pour chaque mission d'assistance, le montant moyen⁶ de la rétribution de base⁷ perçue par l'avocat.

Ce tableau est également consultable sur le site intranet du SADJPV (<http://intranet.justice.gouv.fr/site/sadjp/index.php>).

- article 37 et honoraires en cas de retour à meilleure fortune

³ Aux termes de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, article 10 alinéa 1er : « La tarification de la postulation et des actes de procédure est régie par les dispositions sur la procédure civile. Les honoraires de consultation, d'assistance, de conseil, de rédaction d'actes juridiques sous seing privé et de plaidoirie sont fixés en accord avec le client. »

⁴ Aux termes de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, article 10 alinéa 2 : « A défaut de convention entre l'avocat et son client, l'honoraire est fixé, selon les usages, en fonction de la situation de fortune du client, de la difficulté de l'affaire, des frais exposés par l'avocat, de sa notoriété et des diligences de celui-ci. »

⁵ Il peut s'agir du compte détaillé, établi en application de l'article 12 du décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005 relatif aux règles déontologiques de la profession d'avocat, faisant « ressortir distinctement les frais et déboursés, les émoluments tarifés et les honoraires. »

⁶ Pour l'aide juridictionnelle totale, l'unité de valeur de référence est majorée. Cette majoration est fixée en dix tranches par arrêté du garde des sceaux. Chacun des barreaux est classé dans l'une de ces tranches en fonction du rapport du volume des missions d'aide juridictionnelle effectuées au cours de l'année N – 1 et du nombre d'avocat inscrits au barreau au cours de l'année N. La valorisation du barème de rétribution correspond à la majoration moyenne de l'unité de valeur de référence.

⁷ En matière civile et commerciale, la rétribution peut être majorée en cas de mesures d'instruction dans la limite de 16 unités de valeur.

L'indemnité allouée sur le fondement de l'article 37 n'est pas exclusive des honoraires que l'avocat peut demander à son client sur le fondement de l'article 36 de la loi du 10 juillet 1991 lorsque la décision passée en force de chose jugée rendue au profit du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle a procuré à celui-ci des ressources telles que, si elles avaient existé au jour de la demande d'aide juridictionnelle, celle-ci ne lui aurait pas été accordée.

Il ne peut s'agir que de l'honoraire de résultat, les diligences de l'avocat étant rémunérées au moyen de l'indemnité allouée par le juge sur le fondement de l'article 37.

Cet honoraire de résultat, qui doit faire l'objet d'un accord préalable avec le client⁸, ne peut être demandé, conformément à l'article 36 précité, qu'après que le bureau d'aide juridictionnelle ait prononcé le retrait de l'aide juridictionnelle.

- article 37 et article 700 du NCPC

La demande d'indemnité sur le fondement de l'article 37 peut être présentée par l'avocat même si son client a sollicité une indemnité sur le fondement de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

En effet, ces indemnités ont un objet distinct. L'application de l'article 700 permet au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle d'être indemnisé des frais qu'il a exposés et qui ne relèvent, compte tenu de leur nature, ni des dépens pris en charge au titre de l'aide juridictionnelle, ni de l'article 37.

Selon le cas, ces frais peuvent correspondre :

- aux honoraires et provisions versés par le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle avant l'admission à l'aide juridictionnelle totale qui restent acquis à l'avocat (art. 33 de la loi du 10 juillet 1991) ;
- aux honoraires versés à l'avocat en cas d'admission à l'aide juridictionnelle partielle (art. 35 de la loi du 10 juillet 1991) ;
- aux frais irrépétibles, tels que les frais de déplacement engagés par le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle pour se rendre à l'audience et, de manière générale, tous les frais engagés par ce dernier afférents à l'instance qui ne constituent pas des dépens au sens de l'article 695 du nouveau code de procédure civile (frais de correspondance échangée avec l'adversaire ou l'avocat, de reprographie, etc.)

Dès lors, il convient de statuer distinctement sur les demandes présentées respectivement sur le fondement de l'article 700 du NCPC et de l'article 37 au vu de leurs motivations et des justificatifs fournis.

⁸ Aux termes de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971, article 10 : « Est licite la convention qui, outre la rémunération des prestations effectuées, prévoit la fixation d'un honoraire complémentaire en fonction du résultat obtenu ou du service rendu. »

b) application en toutes matières

Dans sa rédaction initiale, l'article 37 permettait à l'avocat de solliciter la condamnation de l'adversaire de son client, non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, « dans les conditions prévues à l'article 75⁹ ».

La chambre criminelle de la Cour de cassation a, dans plusieurs arrêts, considéré « qu'une telle condamnation ne peut être prononcée que dans les conditions prévues à l'article 75 de ladite loi qui n'est pas applicable à la matière pénale et qui ne comporte aucune disposition renvoyant à l'article 618-1 du code de procédure pénale¹⁰ ».

Aussi, la possibilité pour l'avocat désigné au titre de l'aide juridictionnelle de solliciter l'application des dispositions de l'article 37 était-elle limitée à la matière civile ou administrative.

Afin d'étendre le champ d'application de cet article au contentieux pénal, la référence sous l'article 37 à l'article 75 est supprimée par l'ordonnance du 8 décembre 2005.

c) report de la délivrance de l'AFM

Désormais, lorsque le juge fait droit à la demande d'indemnité présentée au titre de l'article 37, le greffe ou le secrétaire de la juridiction ne délivre plus l'AFM au moment du prononcé de la décision ou lors de la remise d'une expédition mais sur demande de l'avocat, adressée au plus tard à l'issue du délai de douze mois suivant le jour où la décision est passée en force de chose jugée¹¹ (cf. **2. Mise en œuvre du dispositif**).

Le greffe peut établir dès le prononcé de la décision, un état de recouvrement pour l'ensemble des sommes avancées par l'Etat à l'exception de la rétribution de l'avocat pour la mission effectuée par ce dernier dans le cadre d'une décision ayant donné lieu à l'application de l'article 37.

Un état complémentaire sera alors établi ultérieurement si l'avocat sollicite une AFM.

⁹ Art. 75 : « Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation. »

¹⁰ Cass. Crim, 6 nov 2003 n° pourvoi 02-81531, Cass. Crim, 7 mai 2003, n° pourvoi : 02-86429, Cass. Crim, 8 juin 2005, n° pourvoi : 04-84840. Depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 8 décembre 2005, la chambre criminelle a modifié sa jurisprudence : cf. Cass. Crim, 7 mars 2007, n° pourvoi : 06-81301.

¹¹ art.500 du NCPC

2. Mise en œuvre du dispositif

- a) délai ouvert à l'avocat pour exercer l'option et recouvrer le montant de l'indemnité allouée

Avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 8 décembre 2005, l'avocat disposait d'un délai de six mois pour recouvrer la somme allouée à son profit par le juge. S'il ne demandait pas dans ce délai le versement de la contribution de l'Etat à sa rétribution au titre de l'aide juridictionnelle, il était réputé avoir renoncé à la perception de cette rétribution.

Pour permettre à l'avocat de recouvrer plus aisément la somme allouée, notamment par des tentatives d'exécution amiable ou forcée, ce délai a été porté à **douze mois**. Si à l'issue de ce délai, l'avocat n'a pas demandé le versement de tout ou partie de la part contributive de l'Etat, il est réputé avoir renoncé à celle-ci.

Le point de départ du délai est inchangé. Il court à compter de la date à laquelle la décision faisant droit à la demande présentée sur le fondement de l'article 37 est passée en force de chose jugée.

- b) modalités de renonciation par l'avocat à percevoir la contribution au titre de l'aide juridictionnelle

L'article 108 du décret est modifié afin de préciser les modalités de la renonciation par l'avocat à sa rétribution au titre de l'aide juridictionnelle lorsqu'il recouvre l'indemnité allouée par le juge.

Lorsqu'il recouvre intégralement cette indemnité, l'avocat renonce à percevoir la part contributive de l'Etat. L'article 108 du décret dispose désormais que l'avocat en avise **sans délai** le greffier ou le secrétaire de la juridiction qui a rendu la décision et la Carpa dont il relève.

A cet effet, il leur est adressé l'imprimé de renonciation, joint en annexe 3, accompagné d'une copie de la décision allouant l'indemnité de l'article 37 et de la décision d'admission à l'aide juridictionnelle.

Ces diligences permettent à la juridiction et à la CARPA de clôturer le dossier.

Nota : Pour les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, l'avis de renonciation est donné au greffe ou au secrétariat de la juridiction en retournant l'attestation de mission après avoir renseigné et signé la rubrique de renonciation figurant au verso de cet imprimé.

3. Renonciation par l'avocat au recouvrement de la somme allouée ou recouvrement partiel de cette somme

L'avocat peut renoncer au recouvrement de la somme allouée et solliciter la délivrance d'une AFM dans trois hypothèses :

- en cas de renonciation à recouvrer la somme allouée par le juge dans le délai de douze mois à compter du jour où la décision est passée en force de chose jugée ;
- en cas de renonciation à recouvrer l'indemnité lorsque la décision allouant cette indemnité fait l'objet d'un recours¹² ;
- en cas de réformation ou annulation, à l'issue du recours, de la décision allouant l'indemnité.

Il peut également solliciter la délivrance d'une attestation de mission dans le délai de douze mois en cas de recouvrement partiel de la somme allouée par le juge, lorsque la fraction recouvrée est inférieure à la part contributive de l'Etat.

En dehors de ces hypothèses, aucune AFM ne peut être délivrée.

a) délivrance de l'AFM

La demande d'attestation de mission est adressée par l'avocat au greffe ou au secrétaire de la juridiction ayant rendu la décision au moyen d'un **imprimé spécifique** (cf. annexe 8) qui précise dans quelle hypothèse, énumérée au paragraphe précédent, cette demande intervient. Une copie de cette décision est jointe à la demande.

- Lorsque l'avocat renonce à recouvrer la somme allouée par le juge, la demande d'attestation de mission doit être accompagnée de la copie de la notification de la décision rendue sur le fondement de l'article 37. Si cette demande intervient après l'écoulement d'un délai de douze mois, à compter de la date à laquelle la décision est devenue définitive (pénal) ou est passée en force de chose jugée (civil), l'AFM ne peut être délivrée.

Nota : Le délai de douze mois, qui court à compter de la date à laquelle la décision est passée en force de chose jugée, constitue un délai **maximum** au cours duquel l'avocat peut renoncer à recouvrer l'indemnité de l'article 37. Cette renonciation peut donc intervenir avant que ce délai ait commencé à courir. En ce cas, l'avocat précisera utilement dans l'imprimé de demande d'AFM que la décision rendue n'a pas encore force de chose jugée.

- Lorsque la décision rendue est frappée de recours, la demande d'AFM indique la date de ce recours.
- Lorsqu'à l'issue du recours, la décision est réformée ou annulée, la demande d'attestation doit être accompagnée d'une copie de cette décision.
- En cas de recouvrement partiel de la somme allouée, la demande d'AFM indique le montant des sommes recouvrées.

Le greffier ou le secrétaire de la juridiction vise dans l'AFM la demande de délivrance de cette attestation valant renonciation de l'avocat à recouvrer l'indemnité de l'article 37. Il mentionne, le cas échéant, le montant de la fraction éventuellement recouvrée.

¹² Si la décision est confirmée, l'indemnité allouée ne peut être recouvrée compte-tenu de la renonciation notifiée au greffe.

Les difficultés auxquelles donne lieu la délivrance de l'AFM sont, en application de l'article 104 du décret du 19 décembre 1991, tranchées sans forme par le président de la juridiction ayant rendu la décision statuant sur le fondement de l'article 37.

b) diligences à accomplir par le greffe ou le secrétaire après la délivrance de l'AFM

Le greffe ou le secrétariat conserve les pièces transmises par l'avocat qu'il classe au dossier et établit s'il y a lieu, l'état de recouvrement complémentaire comptabilisant le montant de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat.

c) paiement de l'avocat par la CARPA

La rétribution finale due à l'avocat est versée par la Carpa après remise à cette dernière de la décision du bureau d'aide juridictionnelle le désignant et de l'AFM.

Conformément à l'article 17 du règlement type pris pour l'application de l'article 29 de la loi du 10 juillet 1991, la somme revenant à l'avocat lui est versée par la Carpa dont il relève déduction faite, le cas échéant :

- des provisions versées par le client ;
- des provisions versées à l'avocat par la CARPA ;
- des sommes recouvrées sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 et mentionnées sur l'attestation de mission délivrée par le greffe ou le secrétariat de la juridiction

II. – SIMPLIFICATION DE L'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AIDE JURIDICTIONNELLE

A. Examen systématique de l'éventuelle divergence d'intérêt entre le mineur demandeur à l'aide juridictionnelle et les personnes vivant au même foyer

L'ordonnance du 8 décembre 2005 a simplifié l'instruction des demandes d'aide juridictionnelle en matière de défense pénale des mineurs.

En effet, dans ce contentieux, la présence de l'avocat est obligatoire en application des dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. Or, dans les situations familiales conflictuelles, l'avocat désigné à la demande du juge des enfants par le bâtonnier de l'ordre des avocats, encourt le risque de ne pas être rétribué pour la mission accomplie lorsque les parents n'ont pas sollicité le bénéfice de l'aide juridictionnelle ou se désintéressent du sort de leur enfant.

Pour remédier à cette situation, la circulaire JUS J 02 90011 C du 6 juin 2003 préconisait une appréciation souple de l'opposition ou de la divergence d'intérêt visée à l'article 5 *in fine* de la loi du 10 juillet 1991.

Afin de conférer une valeur légale à l'examen systématique de l'éventuelle divergence d'intérêt entre le mineur poursuivi pénalement et ses parents ou toute personne vivant au même foyer, l'ordonnance du 8 décembre 2005 a modifié l'article 5 *in fine*.

Lorsque les éléments du dossier¹³ permettent de caractériser une telle divergence d'intérêt, l'admission du mineur à l'aide juridictionnelle totale est prononcée.¹⁴

B. Allègement des justificatifs de ressources à produire par l'avocat commis ou désigné d'office

L'avocat commis ou désigné d'office dans les cas prévus par la loi peut, conformément à l'article 19 de la loi du 10 juillet 1991 et à l'article 81 du décret du 19 décembre 1991, saisir le bureau d'aide juridictionnelle compétent aux lieu et place de la personne qu'il assiste ou qu'il a assistée.

Il fournit alors, en application de l'article 37 du décret du 19 décembre 1991, toutes les indications utiles sur les ressources de son client ainsi que les pièces que celui-ci lui a données ou remises à l'appui de sa demande.

En pratique, lors de procédures pénales dites « urgentes » telles la comparution immédiate, la présentation devant le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention, il s'avère difficile et quelquefois impossible pour l'avocat de fournir de tels justificatifs.

Pour remédier à cette difficulté, l'article 37 dans sa rédaction issue du décret du 30 juillet 2007 permet désormais à l'avocat de fournir au bureau d'aide juridictionnelle une attestation établie à sa demande par le greffe relative aux déclarations faites par le prévenu à l'audience sur sa situation économique (ressources, patrimoine, prestations sociales perçues) et sa situation familiale (marié, célibataire, pacsé, mineur).

Cette attestation, établie au moyen d'un imprimé spécifique (cf. annexe 9), est remise à l'avocat au plus tard lors de la délivrance de l'attestation de mission.

C. Adaptation du formulaire de demande d'aide juridictionnelle pour les allocataires de prestations sociales

La circulaire JUS J 0690013C du 21 novembre 2006 du Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de la Politique de la Ville (SADJPV) présentait les démarches à entreprendre localement par les juridictions auprès de la caisse d'allocation familiales (CAF) pour obtenir

¹³ La circulaire du 6 juin 2003 envisage deux hypothèses qui demeurent valables :

« La pratique relève qu'un certain nombre de parents, qui n'ont pas demandé la désignation d'un avocat pour leur enfant, ne remplissent pas de dossier de demande d'aide juridictionnelle ou ne fournissent pas à l'avocat désigné tous les justificatifs de ressources nécessaires à l'admission.

Il peut arriver également, lorsque leurs ressources dépassent le plafond de l'aide juridictionnelle, que les parents refusent de payer les honoraires de l'avocat qu'ils n'ont pas sollicité, ce, notamment dans des situations familiales conflictuelles. »

¹⁴ Sauf dans l'hypothèse marginale où le mineur dispose de ressources propres excédant les plafonds d'admission.

l'accès à certaines informations concernant la situation du demandeur à l'aide juridictionnelle, de son conjoint ou des autres personnes à charges au moyen du service CAFPRO.

Cet accès, à partir du numéro d'allocataire CAF, permet notamment de consulter :

- les ressources déclarées par l'allocataire ;
- les prestations payées par la CAF prises en compte par le BAJ lors de l'appréciation des ressources (allocation adulte handicapé et majoration pour la vie autonome) ;
- les droits à prestations qui dispensent le demandeur de justifier de l'insuffisance de ses ressources (RMI).

Afin de faciliter cette consultation, le décret du 30 juillet 2007 ajoute à la liste des mentions figurant dans l'imprimé de demande d'aide juridictionnelle ce numéro d'allocataire.

Un nouvel imprimé de demande d'aide juridictionnelle sera diffusé et fera l'objet d'une circulaire de présentation.

III. MODIFICATIONS CONCERNANT LA RETRIBUTION DES AVOCATS ET DES NOTAIRES

A. Modification du barème de rétribution des avocats

1. Rétribution de l'avocat assistant un mineur poursuivi devant le tribunal de police ou le juge de proximité pour une contravention des quatre premières classes

Le barème de l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 contenait une ligne de rétribution spécifique pour l'assistance d'un prévenu majeur ou mineur devant le tribunal de police ou le juge de proximité statuant en matière de contraventions de la cinquième classe.

Le décret du 30 juillet 2007 complète ce barème par une ligne de rétribution spécifique pour l'assistance d'un mineur poursuivi devant le tribunal de police ou le juge de proximité pour une contravention des quatre premières classes.

Cette adaptation du barème (cf. annexe 10), rendue nécessaire par l'obligation d'assistance du mineur devant les juridictions pénales, ne concerne que les mineurs, les prévenus majeurs continueront à pouvoir solliciter le bénéfice de l'aide juridictionnelle pour les procédures concernant des contraventions de la cinquième classe.

Aussi, la rubrique « IX- procédures contraventionnelles » de l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 a-t-elle été modifiée afin de faire une distinction entre la rétribution de l'avocat pour l'assistance d'un prévenu majeur pour les contraventions de la 5^{ème} classe (ligne IX .1) et celle prévue pour l'assistance d'un prévenu mineur devant le tribunal de police ou le juge de proximité, pour les contraventions de la 1^{ère} à la 5^{ème} classe (ligne IX.2 de la rubrique).

Ces deux lignes donnent lieu, comme pour les contraventions de la cinquième classe, à une rétribution calculée sur la base de 2 unités de valeur pouvant être majorée de 3 unités de valeur en présence d'une partie civile assistée ou représentée par un avocat.

A cet effet, l'imprimé de l'attestation de mission « affaires pénales » est actualisé (cf. annexe 11) et doit être utilisé pour la rétribution des missions achevées après l'entrée en vigueur du décret du 30 juillet 2007, soit à compter du **2 août 2007**. Il est précisé qu'aucune rétribution ne peut être versée avant qu'une décision d'aide juridictionnelle ne soit préalablement rendue en faveur du mineur poursuivi pour une contravention des quatre premières classes.

2. modification de la majoration par jour d'audience supplémentaire en matière criminelle

Les lignes VI.4 et VII.2 du barème prévoient la possibilité de majorer la rétribution de l'avocat de l'accusé, de la partie civile ou du civilement responsable devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs ou le tribunal pour enfants statuant au criminel. Cette majoration était jusqu'à présent fixée à 16 UV par journée d'audience supplémentaire.

Cependant, lorsque la procédure se prolongeait sur une demi-journée d'audience supplémentaire, cette majoration ne pouvait être appliquée aisément, la rétribution devant alors être fixée par ordonnance du président de la juridiction, en application de l'article 104 *in fine* du décret du 19 décembre 1991.

Afin de permettre la délivrance d'une attestation de mission par le greffe, le décret du 30 juillet 2007 adapte cette majoration calculée désormais par demi-journée d'audience supplémentaire sur la base d'un coefficient de 8 UV.

Pour une journée d'audience supplémentaire, il y a lieu d'appliquer deux majorations, soit 16 UV.

Le modèle de l'attestation de mission « affaires pénales » a été actualisé (cf. annexe 11).

3. modification du libellé des rubriques XIII.1 et XIII.2 du barème

L'ordonnance n° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile a abrogé l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Le décret du 30 juillet 2007 adapte en conséquence la rubrique XIII du barème, relative aux procédures prévues par les articles 35 bis et 35 quater de l'ordonnance du 2 novembre 1945.

Le contenu de ces procédures dont la correspondance textuelle est rappelée ci-dessous, reste inchangé de même que le montant de la rétribution et celui des majorations possibles.

LIGNES	ANCIEN INTITULE	NOUVEL INTITULE
XIII.1	Article 35 bis de l'ordonnance n° 45- 2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France	Prolongation de la rétention dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire (articles L. 512- 1 à L.512-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile)
XIII.2	Article 35 quater de l'ordonnance susvisée.	Prolongation du maintien en zone d'attente (articles L.222-1 à L.222-6 du code susvisé)

L'imprimé d'attestation de mission « affaires civiles » a été également mis à jour aux rubriques 28 et 29 correspondant aux lignes XIII.1 et XIII.2 du barème modifié (cf. annexe 12).

B. Rétribution du notaire désigné sur le fondement de l'article 255-10° du code civil

L'article 255 10° du code civil modifié par la loi n° 2004-439 du 26 mai 2004 relative au divorce permet au juge aux affaires familiales, lors de l'audience de conciliation, de désigner, au titre des mesures provisoires, un notaire en vue d'élaborer un projet de liquidation du régime matrimonial et de formation des lots à partager.

S'agissant d'un acte soumis au droit proportionnel, la rétribution du notaire est fixée à 54 euros conformément à l'article 95 du décret du 19 décembre 1991.

Lorsque le même notaire établit l'acte de partage, il convient de déduire de sa rétribution pour cet acte, fixée à 80 euros par le 2^{ème} alinéa 2 de l'article 95, la somme qu'il a perçue au titre de l'établissement du projet de liquidation du régime matrimonial et de formation des lots à partager (54 euros).

Cette rétribution s'applique aux missions achevées après l'entrée en vigueur du décret du 30 juillet 2007, soit à compter du **2 août 2007**.

Nota : Lorsque l'acte de partage a procuré au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle des ressources telles que si elles avaient existé au jour de la demande d'aide, celle-ci ne lui aurait pas été accordée, le bureau d'aide juridictionnelle peut prononcer le retrait de l'aide juridictionnelle. Le retrait est décidé par le bureau ou la section du bureau qui a prononcé l'admission soit d'office, soit à la demande de la juridiction qui a eu à connaître de l'affaire, de tout intéressé ou du ministère public et ce, conformément aux articles 50 de la loi du 10 juillet 1991 et 71 du décret du 19 décembre 1991.

IV. MODIFICATION DES ATTESTATIONS DE MISSION, DE LA NOMENCLATURE STATISTIQUE ET DES APPLICATIONS INFORMATIQUES

Les formulaires d'attestations de mission utilisés par les avocats pour les missions pénales (cf. annexe 11), civiles (cf. annexe 12) et administratives (cf. annexe 13), ainsi que celles concernant les officiers publics et ministériels (cf. annexes 4 et 5) ont été mis à jour pour prendre en compte les modifications réglementaires intervenues. Les nouveaux formulaires, disponibles sur le site intranet du SADJPV, doivent être utilisés exclusivement pour les missions achevées à compter du **2 août 2007**.

La table de codification de la nature des procédures a été mise à jour et doit être impérativement utilisée par les bureaux d'aide juridictionnelle à compter de la même date (cf. annexe 14).

Les modifications apportées sont explicitées en annexe 15. Elles portent sur l'extension de l'aide juridictionnelle aux prévenus mineurs devant le tribunal de police et le juge de proximité pour les contraventions de la 1^{ère} à la 4^{ème} classe.

Il en résulte la création de codes spécifiques :

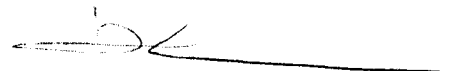
- pour les prévenus majeurs devant le tribunal de police,
- pour les prévenus mineurs devant le tribunal de police.

Par ailleurs, deux codes de nature d'affaire spécifiques ont été introduits. Ils concernent la procédure devant le tribunal du contentieux de l'incapacité (code 29A) et la procédure d'appel devant la cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail (code 299).

La rétribution des avocats pour ces dernières missions reste inchangée.

Les logiciels informatiques de la chaîne civile seront prochainement dotés des nouvelles versions d'attestation de mission. La nouvelle table de nature des procédures a été intégrée au logiciel AJWIN.

Je vous prie de bien vouloir assurer la diffusion de la présente circulaire à l'ensemble des magistrats et fonctionnaires concernés et de me faire connaître, sous le timbre du Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de la Politique de la Ville (SADJPV), les difficultés d'application que vous seriez susceptibles de rencontrer dans l'application de cette circulaire.



Marielle THUAU

ANNEXE 1

Ordonnance n° 2005-1526 du 8 décembre 2005 modifiant la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991
relative à l'aide juridique

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordonnance n° 2005-1526 du 8 décembre 2005 modifiant la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique

NOR : JUSX0500283R

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la Constitution, notamment son article 38 ;

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée relative à l'aide juridique ;

Vu la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, notamment son article 6 ;

Vu l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante ;

Vu l'avis du Conseil national de l'aide juridique en date du 13 mai 2005 ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Ordonne :

Article 1^{er}

Au troisième alinéa de l'article 5 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée, les mots : « ou s'il existe entre eux, eu égard à l'objet du litige, une divergence d'intérêt rendant nécessaire une appréciation distincte des ressources. » sont remplacés par les mots : « Il n'en est pas non plus tenu compte s'il existe entre eux, eu égard à l'objet du litige, une divergence d'intérêt rendant nécessaire une appréciation distincte des ressources ou si, lorsque la demande concerne l'assistance d'un mineur en application de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, se manifeste un défaut d'intérêt à l'égard du mineur des personnes vivant habituellement à son foyer. »

Article 2

Les deuxième et troisième alinéas de l'article 37 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

« En toute matière, l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle ou totale peut demander au juge de condamner la partie tenue aux dépens ou qui perd son procès, et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, à lui payer une somme au titre des honoraires et frais, non compris dans les dépens, que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide.

« Si le juge fait droit à sa demande, l'avocat dispose d'un délai de douze mois à compter du jour où la décision est passée en force de chose jugée pour recouvrer la somme qui lui a été allouée. S'il recouvre cette somme, il renonce à percevoir la part contributive de l'Etat. S'il n'en recouvre qu'une partie, la fraction recouvrée vient en déduction de la part contributive de l'Etat.

« Si, à l'issue du délai de douze mois mentionné au troisième alinéa, l'avocat n'a pas demandé le versement de tout ou partie de la part contributive de l'Etat, il est réputé avoir renoncé à celle-ci.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article. »

Article 3

Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 2005.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
DOMINIQUE DE VILLEPIN

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
THIERRY BRETON

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PASCAL CLÉMENT

ANNEXE 2

Décret n° 2007-1151 du 30 juillet 2007 relatif à l'aide juridictionnelle

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Décret n° 2007-1151 du 30 juillet 2007 portant diverses dispositions en matière d'aide juridique

NOR : JUSJ0756721D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article R. 262-6 ;

Vu le code civil, notamment son article 255 ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 222-1 à L. 222-6 et L. 512-1 à L. 512-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 815-4 ;

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée relative à l'aide juridique, notamment ses articles 16 et 37 ;

Vu l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse ;

Vu le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;

Vu le décret n° 91-1369 du 30 décembre 1991 modifié fixant les modalités particulières d'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion ainsi que dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;

Vu le décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993 modifié relatif à l'aide juridictionnelle en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna ;

Vu le décret n° 96-292 du 2 avril 1996 modifié portant application de l'ordonnance n° 92-1143 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle à Mayotte ;

Vu le décret n° 96-887 du 10 octobre 1996 portant règlement type relatif aux règles de gestion financière et comptable des fonds versés par l'Etat aux caisses des règlements pécuniaires des avocats pour les missions d'aide juridictionnelle et pour l'aide à l'intervention de l'avocat prévue par les dispositions de la troisième partie de la loi du 10 juillet 1991, modifié par le décret n° 2001-512 du 14 juin 2001, par le décret n° 2002-366 du 18 mars 2002 et par le décret n° 2002-1067 du 5 août 2002 ;

Vu la saisine du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du 29 décembre 2006 ;

Vu la saisine du gouvernement de la Polynésie française en date du 29 décembre 2006 ;

Vu la saisine du conseil général de Mayotte en date du 29 décembre 2006 ;

Vu l'avis de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna en date du 18 janvier 2007 ;

Vu l'avis du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 2 février 2007 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'aide juridique en date du 24 novembre 2006 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu.

Décrète :

Art. 1^{er}. – Le décret du 19 décembre 1991 susvisé est modifié conformément aux dispositions du présent article.

I. – Au *b* de l'article 2, les mots : « à l'article 8 du décret du 12 décembre 1988 susvisé » sont remplacés par les mots : « à l'article R. 262-6 du code de l'action sociale et des familles ».

II. – Au 3^o de l'article 4, les mots : « cumulé de l'allocation spéciale prévue à l'article L. 814-1 du code de la sécurité sociale et de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité institué par l'article L. 815-1 dudit code » sont remplacés par les mots : « de l'allocation de solidarité aux personnes âgées mentionnée à l'article L. 815-4 du code de la sécurité sociale ou, dans l'hypothèse mentionnée à l'article 2 de l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004, le montant cumulé de l'allocation spéciale vieillesse et de l'allocation supplémentaire mentionnées à cet article ».

III. – Au dernier alinéa de l'article 21, les mots : « une seconde fois, à titre exceptionnel » sont supprimés.

IV. – Au 1^{er} de l'article 27, les mots : « la Commission nationale technique » sont remplacés par les mots : « la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail ».

V. – Au 1^{er} de l'article 33, les mots : « et domicile » sont remplacés par les mots : « domicile et, le cas échéant, numéro d'allocataire attribué par la caisse d'allocations familiales ».

VI. – Au 4^o de l'article 34, les mots : « de la Communauté européenne » sont remplacés par les mots : « de l'Union européenne ».

VII. – Le cinquième alinéa de l'article 37 est remplacé par les dispositions suivantes :

« A l'appui de la demande, l'avocat fournit, sur la situation économique et familiale de son client, toutes les indications et les pièces que celui-ci lui a données ou remises et, le cas échéant, une copie des pièces de la procédure relatives à cette situation. En l'absence de telles indications et pièces, l'avocat fournit une attestation, établie à sa demande par le greffe, relative aux déclarations faites à l'audience par le prévenu sur sa situation économique et familiale. »

VIII. – A l'article 81, les mots : « des articles 22 *bis* et 35 *quater* de l'ordonnance du 2 novembre 1945 susvisée » sont remplacés par les mots : « des articles L. 222-1 à L. 222-6 et L. 512-1 à L. 512-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ».

IX. – Le tableau de l'article 90 est ainsi modifié :

1^o La rubrique « IX. – Procédures contraventionnelles » est ainsi modifiée :

a) L'intitulé de la ligne « Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 5^e classe) » est remplacé par l'intitulé :

« IX-1. Assistance d'un prévenu majeur devant le tribunal de police (contraventions de police de la 5^e classe) » ;

b) Il est ajouté une ligne IX-2 ainsi rédigée :

« IX-2. Assistance d'un prévenu mineur devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1^{re} à la 5^e classe) » ;

c) Dans la colonne « coefficients », les coefficients figurant en face des lignes IX-1 et IX-2 sont fixés à 2. Après ces chiffres est ajoutée la mention : « (3) ».

2^o La rubrique « XIII. – Procédures prévues par l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France » est ainsi modifiée :

a) Son intitulé est remplacé par l'intitulé : « Procédures devant le juge des libertés et de la détention relatives à l'entrée et au séjour des étrangers » ;

b) L'intitulé de la ligne XIII-1 est remplacé par l'intitulé : « Prolongation de la rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire » ;

c) L'intitulé de la ligne XIII-2 est remplacé par l'intitulé : « Prolongation du maintien en zone d'attente » ;

3^o A la fin du tableau, la note : « (1) » est remplacée par les dispositions suivantes :

« (1) Majoration possible : 8 UV par demi-journée d'audience supplémentaire. »

X. – Aux articles 94 et 96, les mots : « au III-6 » sont remplacés par les mots : « au IV-6 ».

XI. – L'article 95 est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le notaire désigné en application du 10^o de l'article 255 du code civil établit l'acte de partage du régime matrimonial, le montant de la rétribution versée par l'Etat pour l'élaboration du projet de liquidation du régime matrimonial et de formation des lots à partager s'impute sur celui dû au titre de la rédaction de l'acte de partage. »

XII. – Le cinquième alinéa de l'article 104 est complété par les dispositions suivantes : « , sous réserve des dispositions du premier alinéa de l'article 108 ».

XIII. – Au deuxième alinéa de l'article 107, les mots : « dans les deux mois » sont remplacés par les mots : « dans les quatre mois ».

XIV. – L'article 108 est ainsi modifié :

1^o Le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle a recouvré la somme allouée sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, il en avise sans délai le greffier ou le secrétaire de la juridiction qui a rendu la décision ainsi que la caisse des règlements pécuniaires dont il relève. Lorsqu'il renonce à recouvrer cette somme ou, s'il n'en recouvre qu'une partie, que la fraction recouvrée n'excède pas la part contributive de

l'Etat, il demande au greffe ou au secrétaire de la juridiction la délivrance d'une attestation de mission dans le délai de douze mois mentionné au troisième alinéa de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991. Cette attestation mentionne, le cas échéant, le montant des sommes recouvrées.

« Si la décision rendue sur le fondement des dispositions de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 fait l'objet d'un recours, l'avocat peut, durant l'instance sur recours, renoncer au bénéfice de la somme allouée et demander au greffe ou au secrétariat de la juridiction qui a rendu la décision contestée la délivrance d'une attestation de mission.

« L'avocat peut solliciter, dans les mêmes conditions, la délivrance d'une attestation de mission si, à l'issue du recours, la décision lui allouant une somme sur le fondement de l'article 37 est réformée ou annulée. »

2^o Au dernier alinéa, les mots : « dans les deux mois » sont remplacés par les mots : « dans les quatre mois ».

XV. – A l'article 133, les mots : « à l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue, de la médiation et de la composition pénale. » sont remplacés par les mots : « et aux aides à l'intervention de l'avocat prévues par les dispositions de la troisième partie de la loi du 10 juillet 1991 susvisée. »

XVI. – Aux articles 134 et 146, les mots : « du Conseil supérieur des Français de l'étranger » sont remplacés par les mots : « de l'Assemblée des Français de l'étranger ».

Art. 2. – Le décret du 30 décembre 1991 susvisé est modifié conformément aux dispositions du présent article.

I. – Après l'article 8, il est inséré un article 8-1 ainsi rédigé :

« *Art. 8-1.* – Les dispositions du 8^o de l'article 34, du 6^o de l'article 51, de l'article 119-1 et du deuxième alinéa de l'article 124 du décret du 19 décembre 1991 susvisé relatives à l'aide juridictionnelle accordée dans les litiges transfrontaliers en matière civile ou commerciale ne sont pas applicables dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. »

II. – Il est inséré, après le premier alinéa de l'article 9, un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application du premier alinéa de l'article 16 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée, les fonctions de vice-président du bureau sont exercées par le greffier en chef du tribunal supérieur d'appel. »

III. – A l'article 10, après les mots : « la rétribution », sont ajoutés les mots : « des avocats ou ».

IV. – L'article 12 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 12.* – L'avocat, l'agréé ou l'huissier de justice qui prête son concours au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle est désigné, le cas échéant, par le président ou par le vice-président du bureau qui a prononcé l'aide juridictionnelle. »

V. – Le second alinéa de l'article 14 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La contribution de l'Etat due à l'agréé ou à l'huissier de justice au titre de l'aide juridictionnelle est liquidée et ordonnancée par l'ordonnateur compétent ou son délégataire. Elle est payée par le comptable assignataire. »

Art. 3. – Le décret du 2 avril 1996 susvisé est modifié conformément aux dispositions du présent article.

I. – Le tableau de l'article 54 est ainsi modifié :

La rubrique « VIII. – Procédures contraventionnelles » est ainsi modifiée :

a) L'intitulé de la ligne « VIII-1. Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5^e classe) » est remplacé par l'intitulé : « VIII-1. Assistance d'un prévenu majeur devant le tribunal de police (contraventions de police de la 5^e classe) » ;

b) Il est ajouté une ligne VIII-2 ainsi rédigée :

« VIII-2. Assistance d'un prévenu mineur devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1^{re} à la 5^e classe) » ;

c) Dans la colonne « coefficients », les coefficients figurant en face des lignes VIII-1 et VIII-2 sont fixés à 2. Après ces chiffres est ajoutée la mention : « (8) » ;

d) A la fin du tableau, après la note (7) est ajoutée la note (8) suivante :

« (8) Majoration en cas de présence d'une partie civile assistée ou représentée par un avocat : 3 UV. »

II. – L'article 57 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 57.* – La rétribution versée par l'Etat aux notaires qui prêtent leur concours au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle est de 10 euros pour les actes soumis au droit fixe et de 31 euros pour les actes soumis au droit proportionnel.

« Pour la liquidation d'un régime matrimonial, le montant de la rétribution versée par l'Etat est de 46 euros. »

Art. 4. – Le décret du 31 décembre 1993 susvisé est modifié conformément aux dispositions du présent article.

I. – Au tableau de l'article 39, la rubrique « III. – Procédures contraventionnelles » est ainsi modifiée :

1^o L'intitulé de la ligne « III-1. Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5^e classe) » est remplacé par l'intitulé :

« III-1. Assistance d'un prévenu majeur devant le tribunal de police (contraventions de police de la 5^e classe) » ;

2^o Il est ajouté une ligne III-2 ainsi rédigée :

« III-2. Assistance d'un prévenu mineur devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1^{re} à la 5^e classe) » ;

3^o Dans la colonne « coefficients », les coefficients figurant en face des lignes III-1 et III-2 sont fixés à 2. Après ces chiffres est ajoutée la mention : « (2) » ;

4^o A la fin du tableau, après la note (1) est ajoutée la note (2) suivante :

« (2) Majoration en cas de présence d'une partie civile assistée ou représentée par un avocat : 3 UV. »

II. – A l'article 48, les mots : « aux avocats et » sont supprimés.

Art. 5. – Le règlement type annexé au décret du 10 octobre 1996 susvisé est ainsi modifié :

1^o Le dernier alinéa de l'article 13 est supprimé ;

2^o L'article 17 est complété par les dispositions suivantes :

« 3^o Des sommes recouvrées sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 et mentionnées sur l'attestation de mission délivrée par le greffe ou le secrétariat de la juridiction. »

Art. 6. – La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juillet 2007.

FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

La garde des sceaux, ministre de la justice,

RACHIDA DATI

*La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer
et des collectivités territoriales,*

MICHIÈLE ALLIOT-MARIE

*Le ministre du budget, des comptes publics
et de la fonction publique,*

ERIC WOERTH

ANNEXE 3

Avis de renonciation de l'avocat à la part contributive de l'Etat

AVIS DE RENONCIATION A PERCEVOIR LA PART CONTRIBUTIVE DE L'ETAT AU TITRE DE L'AIDE JURIDICTIONNELLE¹

(article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et article 108 du décret
n° 91-1266 du 19 décembre 1991)

Je soussigné (e), Maître _____, avocat au barreau de _____,
désigné (e) au titre de l'aide juridictionnelle par décision du BAJ de _____
, numéro _____ en date du _____ ;

Atteste sur l'honneur avoir recouvré contre _____,
partie condamnée aux dépens et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle²:

☐ les **émoluments tarifés** sur le fondement du 1^{er} alinéa de l'article 37 de la loi du 10 juillet
1991 ;

☐ l'**indemnité allouée** par décision³ du _____ sur le fondement du 2^{ème} alinéa de
l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

En conséquence, je renonce à percevoir la part contributive de l'Etat au titre de l'aide
juridictionnelle.

Fait à _____, le _____

Signature

¹ Avis à adresser au greffe ou au secrétariat de la juridiction qui a rendu la décision ainsi que la Carpa dont vous relevez.

² Renseigner la rubrique correspondante.

³ Joindre la copie de la décision de justice allouant l'indemnité sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

ANNEXE 4

Nouvel imprimé d'attestation de mission «notaire, greffier du tribunal de commerce, huissier de justice, commissaire- preneur »

**Jurisdiction
(adresse-Cachet)**

Loi n°91-647 du 10 juillet 1991
Décret n°91-1266 du 19 décembre 1991

☐ Notaire
☐ Greffier du Tribunal de commerce
☐ Huissier
☐ Commissaire priseur

Cadre réservé au Greffe

Vu et vérifié le: _____

Signature

Signature

MAITRE : nom, prénoms _____
 qualité _____
 demeurant à _____

TOTALE ☐ PARTIELLE ☐ ☐☐ %

DU LULULULUL N° BAJ

[illegible]

Bureau près

Bénéficiaire : M. Mme _____
demeurant à _____

Nature de la procédure

Procédure introduite devant (juridiction saisie)

Contre : M. Mme _____
demeurant à _____

bénéficiaire de l'aide juridictionnelle OUI ☐ NON ☐admission du [illegible]

DECISION : Ordonnance

Jugement sur le fond N°

Arrêt du

P.V. de conciliation

AUTRE DECISION METTANT FIN A LA MISSION

Nature des actes – Diligences effectuées	Date	Montant ²	Majoration ½ droit proportionnel	TVA	Total TTC
Copies					
Frais de transport					
Frais postaux					
				TOTAL TTC	

Je soussigné atteste sur l'honneur l'exactitude des indications portées ci-dessus et certifie sincère et véritable la présente demande de rétribution arrêtée à la somme de (en toutes lettres)

A _____ le _____

SIGNATURE :

¹ Cocher la case correspondante

² En cas d'aide juridictionnelle partielle, ce montant doit tenir compte du pourcentage de la part contributive de l'Etat (85 %, 70 %, 55 %, 40 %, 25 % ou 15 %) (cf. cadre 1). Pour le notaire, la rétribution de l'acte de partage doit être réduite de la somme déjà perçue au titre du projet de liquidation du régime matrimonial et de la formation des lots à partager.

Service administratif
régional près la cour
d'appel de

ou Service ordonnateur de
la Cour de cassation

adresse précise

II – CADRE RESERVE AU GREFFIER EN CHEF OU AU SECRETAIRE

Nous, _____ Greffier en Chef/
secrétaire (1) _____
Attestons que M _____ a bien accompli sa mission,

Arrêtons le montant de la part contributive versée par l'Etat à (en toutes
lettres) _____

Disons que cette somme sera mandatée par l'ordonnateur secondaire et payée par le
trésorier-payeur général.

A _____, Le _____

Signature

(1) Rayer la mention inutile

TRES IMPORTANT

MODALITES DE PAIEMENT

Pour obtenir le paiement, vous devez adresser au greffe de la juridiction la présente attestation de mission accompagnée d'un relevé d'identité bancaire ou postal. Le greffier la transmettra, après l'avoir certifiée, selon le cas au service administratif régional de la Cour d'Appel ou au service ordonnateur de la Cour de cassation.

RENONCIATION PAR L'AUXILIAIRE DE JUSTICE

A PERCEVOIR LA CONTRIBUTION DE L'ETAT

(Articles 37 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 et
108 du décret n°91-1266 du 19 décembre 1991)

En cas de recouvrement de ses émoluments tarifés contre la partie condamnée aux dépens et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, l'auxiliaire de justice doit aviser le greffier en chef ou le secrétaire de la juridiction de sa renonciation à percevoir la part contributive de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle dans le délai **quatre mois** à compter de la délivrance de la présente attestation de mission. A cet effet, il retourne la présente attestation de mission dûment complétée et signée.

Je soussigné (e) _____
qualité : _____ atteste sur l'honneur avoir recouvré les émoluments tarifés
en application du 1^{er} alinéa de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 et renonce à percevoir la contribution de l'Etat au
titre de l'aide juridictionnelle.

A _____ le _____ SIGNATURE

ANNEXE 5

Nouvel imprimé d'attestation de mission « avocat au Conseil d'Etat, Avocat à la Cour de cassation, avoué »

Cachet de la juridiction

AIDE JURIDICTIONNELLE

Loi n°91.647 du 10 juillet 1991
Décret n°91.1266 du 19 décembre 1991

ATTESTATION DE MISSION

☐ Avocat au Conseil d'Etat

¹ ☐ Avocat à la Cour de cassation

☐ Avoué

I – ATTESTATION DELIVREE A

Maître-----
Avoué près la cour d'Appel de -----
Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation²-----
Demeurant à -----

II – DECISION D'ADMISSION A L'AIDE JURIDICTIONNELLE

☐ Totale ☐ Partielle %

DU

N°BAJ

Bénéficiaire : M.Mme - -----
Demeurant à -----

Pour la procédure suivante -----

III – DECISION RENDUE

- Ordonnance
- Jugement } N°----- du -----
- Décision
- Arrêt
- Autre circonstance mettant fin à la mission d'aide juridictionnelle -----

IV- MONTANT DE LA PART CONTRIBUTIVE DE L'ETAT

Somme forfaitaire³ ou barème -----

Majorations :

Incident----- du -----€
Incident----- du -----€
Incident----- du -----€

TOTAL HT -----€
TVA -----€
TOTAL TTC -----€

Je soussigné(e),-----Greffier en chef/Secrétaire⁽²⁾
Atteste que M-----a accompli la mission pour
laquelle il a été désigné par le bureau d'aide juridictionnelle.

Arrête le montant de la part contributive versée par l'Etat à la somme de (en toute lettres) -----

Dit que cette somme sera mandatée par l'ordonnateur secondaire et payée par le Trésorier payeur général.

A -----, le ____ / ____ / -----

Signature :

¹ Cocher la case correspondante

² Rayer la mention inutile

³ Tenir compte du pourcentage de la part contributive de l'Etat en cas d'aide juridictionnelle partielle

-----**Très important**-----

MODALITES DE PAIEMENT

Pour obtenir le paiement, vous devez adresser au greffe de la juridiction, la présente attestation de mission accompagnée d'un relevé d'identité bancaire ou postal. Le greffier la transmettra, après l'avoir certifiée, selon le cas, au service administratif régional de la Cour d'Appel, au service ordonnateur de la Cour de cassation, (pour les missions des avocats à la Cour de cassation devant la Cour), au SADJPV/Bureau de l'aide juridictionnelle (pour les missions des avocats au Conseil d'Etat devant cette juridiction).

RENONCIATION PAR L'AUXILIAIRE DE JUSTICE

A PERCEVOIR LA CONTRIBUTION DE L'ETAT

(Articles 37 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 et
108 du décret n°91-1266 du 19 décembre 1991)

Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation

En cas de recouvrement de leur **indemnité** allouée par le juge sur le fondement du 2^{ème} alinéa de l'article 37, les avocats au Conseil doivent aviser le greffier en chef ou le secrétaire de la juridiction de leur renonciation à percevoir la part contributive de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle dans un délai de **douze mois** à compter du jour où la décision est passée en force de chose jugée. A cet effet, ils peuvent lui retourner la présente attestation de mission dûment complétée et signée.

Avoués

En cas de recouvrement de leurs **émoluments tarifés**, les avoués doivent aviser le greffier en chef de la cour d'appel de leur renonciation à percevoir la part contributive de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle dans le délai **quatre mois** à compter de la délivrance de la présente attestation de mission. A cet effet, ils peuvent lui retourner la présente attestation de mission dûment complétée et signée.

Je soussigné (e) _____ *qualité :* _____ renonce à
percevoir la contribution de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle.

A _____ le _____

SIGNATURE

ANNEXE 6

Exemple de dispositif de condamnation, sur le fondement de l'article 37 de la loi

**EXEMPLE DE DISPOSITIF DE CONDAMNATION, SUR LE FONDEMENT DE
L'ARTICLE 37 ALI. 2**

Vu l'alinéa 2 de l'article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique,

Attendu que M.....est bénéficiaire de l'aide juridictionnelle totale (partielle) par décision en date du.....et que la contribution de l'Etat à la rétribution de son avocat est fixée suivant le barème de rétribution prévu à l'article 90 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 sur la base de.....unités de valeurs, soit un montant moyen de€ hors taxe ;

Que son conseil, Maître.....indique vouloir renoncer à percevoir la contribution de l'Etat et sollicite à cet effet la condamnation de M.....à lui payer la somme de.....€ H.T sur le fondement de l'article 37 de la loi susvisée,

Qu'eu égard à sa situation économique, M.....partie perdante et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle est en mesure de faire face aux frais et honoraires non compris dans les dépens que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide et qui peuvent être évalués à€

En conséquence,

Condamne M.....à payer à maître.....avocat du bénéficiaire de l'aide, la somme de.....€ ;

Rappelle qu'en application de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, Maître.....dispose d'un délai de 12 mois à compter du jour où la présente décision est passée en force de chose jugée pour recouvrer cette somme et que, à l'issue de ce délai, s'il n'a pas demandé le versement de tout ou partie de la part contributive de l'Etat, il est réputé avoir renoncé à celle-ci.

ANNEXE 7

**Barème indicatif des montants moyens de rétribution des missions d'aide juridictionnelle
accomplies par les avocats**

BAREME DE LA CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA RETRIBUTION DES MISSIONS D'AIDE JURIDICTIONNELLE

(articles 90 et 153 du décret modifié n°91-647 du 19 décembre 1991, articles 5 et 10 du décret modifié n°91-1369 du 30 décembre 1991)

barème au 2 août 2007

PROCEDURES	coefficient de base	montant moyen HT de la contribution de l'Etat en euros ⁽¹⁾ (rétribution de base hors majorations ou minorations)
I.- Droits des personnes		
I.1 Divorce par consentement mutuel	30	726 €
I.2 Autres cas de divorce	34	823 €
I.3 Procédure après divorce devant le juge aux affaires familiales (JAF)	14	339 €
I.4 Autres instances devant le JAF	16	387 €
I.5 Incapacités	10	242 €
I.6 Assistance éducative	16	387 €
I.7 Autres demandes (cf. IV)		
II.- Droit social		
II.1 Prud'hommes	30	726 €
II.2 Prud'hommes avec départage	36	871 €
II.3 Référé prud'homal	16	387 €
II.4 Référé prud'homal avec départage	24	581 €
II.5 Tribunal des affaires de sécurité sociale	14	339 €
II.6 Autres demandes (cf. IV)		
III. - Baux d'habitation		
III.1. Instance au fond	21	508 €
III.2. Référé	16	387 €
IV.- Autres matières civiles		
IV.1 Tribunal de grande instance et tribunal de commerce, instance au fond (3)	26	629 €
IV.2 Autres juridictions, instance au fond (5)	16	387 €
IV.3 Référés	8	194 €
IV.4 Matière gracieuse	8	194 €
IV.5 Requête	4	97 €
IV.6 Difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution	4	97 €
IV.7 Demande de réparation d'une détention provisoire	6	145 €

PROCEDURES	coefficient de base	montant moyen HT de la contribution de l'Etat en euros ^(*) (rétribution de base hors majorations ou minorations)
V- Appel		
V.1 Appel et contredit	14	339 €
V.2 Appel avec référé	18	436 €
VI.- Partie civile		
VI.1 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant une juridiction de jugement de premier degré, à l'exception des procédures mentionnées	8	194 €
VI.2 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1ère à la 4ème classe)	2	48 €
VI.3. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre	13	315 €
VI.4. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel	35	847 €
VI.5. Assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle (2)	8	194 €
VI.6. Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle (2)	18	436 €
VII.- Procédures criminelles		
VII.1. Instruction criminelle	50	1 210 €
VII.2. Assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel	50	1 210 €
VIII.- Procédures correctionnelles		
VIII.1. Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un	3	73 €

PROCEDURES	coefficient de base	montant moyen HT de la contribution de l'Etat en euros ⁽¹⁾ (rétribution de base hors majorations ou minoraions)
VIII.2. Débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire	2	48 €
VIII.3. Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché et débat contradictoire relatif à la détention provisoire lorsqu'ils sont assurés par le même avocat	4	97 €
VIII.4. Instruction correctionnelle avec détention provisoire (JI ou JE)	20	484 €
VIII.5. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JI)	12	290 €
VIII.6. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JE) avec renvoi devant le	12	290 €
VIII.7. Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet y compris la phase d'instruction)	6	145 €
VIII.8. Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants	8	194 €
VIII.9. Assistance d'un personne faisant l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité	5	121 €
IX.- Procédures contraventionnelles		
IX.1 Assistance d'un prévenu majeur devant le tribunal de police (contraventions de police de la 5ème classe)	2	48 €
IX.2 Assistance d'un prévenu mineur devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1ère à la 5ème classe)	2	48 €
X.- Procédures d'appel et procédures devant la chambre de l'instruction		
X.1 Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels	8	194 €
X.2 Assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention (5) et autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen)	5	121 €
XI.- Procédures d'application des peines		
XI.1. Assistance d'un condamné devant le juge de l'application des peines ou le juge des enfants statuant en matière d'application des peines, le tribunal de l'application des peines, ou le tribunal pour enfants statuant en matière d'application des peines	4	97 €
XI.2. Représentation d'un condamné devant la chambre de l'application des peines de la cour d'appel, son président ou la chambre spéciale des mineurs	4	97 €
XI.3. Assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement pour le placement sous surveillance électronique	2	48 €
XII-rubrique supprimée par l'article 8 du décret du 2 avril 2003		
XIII.- Procédures devant le juge des libertés et de la détention relatives à l'entrée et au séjour des étrangers		
XIII.1. Prolongation de la rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire	4	97 €
XIII.2. Prolongation du maintien en zone d'attente	4	97 €

PROCEDURES	coefficient de base	montant moyen HT de la contribution de l'Etat en euros ^(*) (rétribution de base hors majorations ou minorations)
<i>XIV. - Tribunal administratif et cour administrative d'appel</i>		
XIV.1. Affaires au fond	20	484 €
XIV.2. Référé fiscal	6	145 €
XIV.3. Référé suspension, référé liberté, référé conservatoire	8	194 €
XIV.4. Autres référés et procédures spéciales de suspension	4	97 €
XIV.5. Difficulté d'exécution d'une décision	6	145 €
XIV.6. Reconduite d'étrangers à la frontière	6	145 €
<i>XV.- Commission des recours des réfugiés</i>	8	194 €
<i>XVI.- Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions et les autres juridictions administratives, sauf le Conseil d'Etat</i>		
XVI.1 Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions	20	484 €
XVI.2 Autres juridictions administratives	14	339 €
<i>XVII.- Commissions administratives</i>		
XVII.1. Commissions d'expulsion des étrangers	6	145 €
XVII.2. Commission de séjour des étrangers	6	145 €
<i>XVIII. - Audition de l'enfant en justice</i>	3	73 €
<i>XIX.- Procédure de révision</i>		
XIX.1- Assistance ou représentation du requérant devant la commission de révision	7	169 €
XIX.2- Assistance ou représentation du requérant devant la cour de révision	10	242 €
XIX.3- Assistance ou représentation de la partie civile devant la cour	7	169 €
<i>XX.- Réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme-Assistance ou représentation d'un condamné devant la commission de la Cour de Cassation</i>	17	411 €

(*) Le montant moyen de l'unité de valeur prévu pour 2007 est de 24,20 €.

ANNEXE 8

Formulaire de demande d'attestation de mission

DEMANDE D'ATTESTATION DE MISSION

(article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et article 108 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991)

Je soussigné, Maître _____, avocat au barreau de _____, bénéficiaire d'une indemnité allouée par décision¹ du _____ sollicite la délivrance d'une attestation de mission pour le motif suivant² :

- Je renonce à recouvrer l'indemnité allouée sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 par la décision précitée :
 - notifiée³ le _____ ;
 - non notifiée _____
- La décision allouant cette indemnité fait l'objet d'un recours le _____ ;
- A l'issue du recours, cette décision a été réformée ou annulée⁴ ;
- La fraction recouvrée de l'indemnité allouée soit _____ € n'excède pas la part contributive de l'Etat.

et atteste sur l'honneur de l'exactitude des informations fournies.

Fait à _____, le _____

Signature

¹ Joindre la copie de la décision de justice allouant l'indemnité sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

² Rayer la mention inutile.

³ Joindre l'acte de notification de la décision rendue.

⁴ Joindre la copie de la décision de justice réformant ou annulant la décision rendue sur le fondement de l'article 37

ANNEXE 9

Imprimé relatif à la situation économique et familiale du demandeur à l'aide

**Jurisdiction
(adresse-Cachet)**

(article 37 du décret n °91-1266 du 19 décembre 1991 relatif à l'aide juridique)

Nous _____ greffier, attestons que

Mlle/Mme/Mr (1) _____ prévenu(e), assisté de

Maître _____, avocat commis ou désigné d'office, a

déclaré à l'audience du _____ du tribunal ☐ correctionnel ☐ de police

de _____ dans l'affaire _____ les éléments suivants :

Sur sa situation familiale (2):

[illegible]

avec Mlle/Mme/Mr : _____

☐ conjoint(e) ☐ concubin(e) ☐ partenaire d'un PACS :

Enfants et personnes à charge habitant au même foyer :

☐ oui (préciser le nombre) : _____ ☐ non

Sur sa situation économique (2) :

Prévenu

Conjoint, concubin,
ou partenaire

☐ RMI, Fond National de Solidarité
ou allocations d'insertion :

€ _____ €

☐ aucun revenu

_____ € _____ €

□ salaire, traitement mensuel :

☐ revenus non salariés mensuels

(revenus agricoles, industriels ou commerciaux ou non commerciaux) :

€ _____ €

- allocation de chômage :

_____ € _____ €

- indemnités journalières (maladies, maternité, maladie professionnelle, accident du travail) :

€ €

□ pensions, retraites, rentes et préretraites :

_____ € _____ €

☐ autres ressources (loyers perçus, revenus des capitaux, revenus des valeurs mobilières) :

€ €

☐ pension alimentaire (montant perçu) :

_____ € _____ €

- revenus perçus à l'étranger :

€

☐ pension alimentaire versée à un tiers :

_____ € _____ €

A, le

Signature :

(1) rayer la mention inutile
(2) cocher la case correspondante

ANNEXE 10

**Barème de la contribution de l'Etat à la rétribution des missions d'aide juridictionnelle pour
les missions achevées à compter du 2 août 2007**

BAREME DE LA CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA RETRIBUTION DES MISSIONS D'AIDE JURIDICTIONNELLE
(articles 90 et 153 du décret modifié n°91-647 du 19 décembre 1991, articles 5 et 10 du décret modifié n°91-1369 du 30 décembre 1991)

barème au 2 août 2007

PROCEDURES	coefficient de base	MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES DANS LA LIMITE DE 16 UV					
		Incidents (1) (dans la limite de 3 majorations)	Mesure de médiation ordonnée par le juge	Expertises		Vérifications personnelles du juge	Autres mesures d'instruction dont enquêtes sociales
				sans déplacement	avec déplacement		
I.- Droits des personnes							
I.1 Divorce par consentement mutuel (*)	30 (2)	3	2	4	9	5	2
I.2 Autres cas de divorce (*)	34 (8)	3	2	4	9	5	2
I.3 Procédure après divorce devant le juge aux affaires familiales (JAF)	14		2	4	9	5	2
I.4 Autres instances devant le JAF	16		2	4	9	5	2
I.5 Incapacités	10			4	9	5	2
I.6 Assistance éducative	16						
I.7 Autres demandes (cf. IV)							
II.- Droit social							
II.1 Prud'hommes	30			4	9	5	2
II.2 Prud'hommes avec départage	36			4	9	5	2
II.3 Référé prud'homal	16			4	9	5	2
II.4 Référé prud'homal avec départage	24			4	9	5	2
II.5 Tribunal des affaires de sécurité sociale	14			4	9	5	2
II.6 Autres demandes (cf. IV)							
III. - Baux d'habitation							
III.1. Instance au fond	21			4	9	5	2
III.2. Référé	16			4	9	5	2
IV.- Autres matières civiles							

PROCEDURES	coefficient de base	MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES DANS LA LIMITE DE 16 UV					
		Incidents (1) (dans la limite de 3 majorations)	Mesure de médiation ordonnée par le juge	Expertises		Vérifications personnelles du juge	Autres mesures d'instruction dont enquêtes sociales
				sans déplacement	avec déplacement		
IV.1 Tribunal de grande instance et tribunal de commerce, instance au fond (3)	26 (4)	3		4	9	5	2
IV.2 Autres juridictions, instance au fond (5)	16			4	9	5	2
IV.3 Référés	8			4	9	5	2
IV.4 Matière gracieuse	8						
IV.5 Requête	4						
IV.6 Difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution	4						
IV.7 Demande de réparation d'une détention provisoire	6 (6)						
V- Appel							
V.1 Appel et contredit	14 (7)	3		4	9	5	2
V.2 Appel avec référé	18 (7)	3		4	9	5	2

(1) Ces incidents sont ceux qui donnent lieu, après discussion contradictoire, à une décision du magistrat chargé de l'instruction de l'affaire, dans les cas prévus aux 1° à 4° de l'article 771 du nouveau code de procédure civile et aux articles 911, 912 et 944 du même code

(2) Porté à 50 U.V. quand le même avocat représente deux époux et que ceux-ci ont tous deux l'aide juridictionnelle.

(3) Ainsi qu'en cas de renvoi à la formation collégiale (art. L. 311-12-2 du code de l'organisation judiciaire)

(4) Le nombre d'U.V. est de 26 pour les missions d'aide juridictionnelle achevées à compter du 1er janvier 2004.

Pour les missions achevées entre la date de publication du décret n° 2003-853 du 5 septembre 2003 et le 31 décembre 2003, il est de 24.

(5) Y Compris le juge de l'exécution et le juge de proximité

(6) Ce coefficient est porté à 8 lorsque l'avocat intervenant au cours de la procédure de demande de réparation n'est pas l'avocat qui est intervenu au cours de la procédure pénale clôturée par la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement

(7) Ces coefficients sont portés respectivement à 20 et 24 en cas de procédure d'appel sans représentation obligatoire

(8) Ce coefficient est porté à 36 UV en cas de projet d'acte notarié de liquidation du régime matrimonial homologué par le JAF lors du prononcé du divorce

PROCEDURES	COEFFICIENTS	
VI.- Partie civile		
VI.1 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant une juridiction de jugement de premier degré, à l'exception des procédures mentionnées aux VI.2 et VI.4.	8	
VI.2. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1ère à la 4ème classe)	2	
VI.3. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre des appels correctionnels	13	
VI.4. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel	35	(1)
VI.5. Assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle (2)	8	
VI.6. Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle (2)	18	
<i>En cas de pluralité d'avocats commis ou désignés d'office pour assister une personne à l'occasion des procédures pénales prévues dans la présente rubrique, une seule contribution</i>		
VII.- Procédures criminelles		
VII.1. Instruction criminelle	50	
VII.2. Assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel	50	(1)
VIII.- Procédures correctionnelles		
VIII.1. Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à	3	
VIII.2. Débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire	2	
VIII.3. Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché et débat contradictoire relatif à la détention provisoire lorsqu'ils sont assurés par le même avocat	4	

PROCEDURES	COEFFICIENTS	
VIII.4. Instruction correctionnelle avec détention provisoire (JI ou JE)	20	
VIII.5. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JI)	12	
VIII.6. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JE) avec renvoi devant le tribunal pour enfants	12	
VIII.7. Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet y compris la phase d'instruction)	6	(3)
VIII.8. Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants	8	(3) (4)
VIII.9. Assistance d'un personne faisant l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité	5	(3)
IX.- Procédures contraventionnelles		
IX.1 Assistance d'un prévenu majeur devant le tribunal de police (contraventions de police de la 5ème classe)	2	(3)
IX.2 Assistance d'un prévenu mineur devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1ère à 5ème classe)	2	(3)
X.- Procédures d'appel et procédures devant la chambre de l'instruction		
X.1 Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels	8	(3) (4)
X.2 Assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention (5) et autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen)	5	
<i>Les missions d'assistance pour les phases d'instruction et de jugement devant les tribunaux des forces armées sont rétribuées selon les coefficients applicables aux juridictions de droit commun</i>		
<i>Les prestations devant la chambre de l'instruction et les tribunaux des forces armées sont rétribuées de la même façon que pour la phase procédurale à l'occasion de laquelle ils sont amenés à statuer.</i>		
XI.- Procédures d'application des peines		

PROCEDURES	COEFFICIENTS	
XI.1. Assistance d'un condamné devant le juge de l'application des peines ou le juge des enfants statuant en matière d'application des peines, le tribunal de l'application des peines, ou le tribunal pour enfants statuant en matière d'application des peines	4	(6)
XI.2. Représentation d'un condamné devant la chambre de l'application des peines de la cour d'appel, son président ou la chambre spéciale des mineurs	4	(6)
XI.3. Assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement pour le placement sous surveillance électronique	2	
<i>XII-rubrique supprimée par l'article 8 du décret du 2 avril 2003</i>		
<i>XIII.- Procédures devant le juge des libertés et de la détention relatives à l'entrée et au séjour des étrangers</i>		
XIII.1. Prolongation de la rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire	4	
XIII.2. Prolongation du maintien en zone d'attente	4	(7)
<i>XIV. - Tribunal administratif et cour administrative d'appel</i>		
XIV.1. Affaires au fond	20	(8)
XIV.2. Référé fiscal	6	
XIV.3. Référé suspension, référé liberté, référé conservatoire	8	
XIV.4. Autres référés et procédures spéciales de suspension	4	
XIV.5. Difficulté d'exécution d'une décision	6	
XIV.6. Reconduite d'étrangers à la frontière	6	
<i>XV.- Commission des recours des réfugiés</i>	8	
<i>XVI.- Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions et les autres juridictions administratives, sauf le Conseil d'Etat</i>		
XVI.1 Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions	20	
XVI.2 Autres juridictions administratives	14	
<i>XVII.- Commissions administratives</i>		

PROCEDURES	COEFFICIENTS
XVII.1. Commissions d'expulsion des étrangers	6
XVII.2. Commission de séjour des étrangers	6
XVIII. - Audition de l'enfant en justice	3 (9)
XIX.- Procédure de révision	
XIX.1- Assistance ou représentation du requérant devant la commission de révision	7
XIX.2- Assistance ou représentation du requérant devant la cour de révision	10
XIX.3- Assistance ou représentation de la partie civile devant la cour	7
XX.- Réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme-Assistance ou représentation d'un condamné devant la commission de la Cour de Cassation	17

(1) Majoration possible : 8 U.V. par demi-journée d'audience supplémentaire

(2) Une seule contribution est due pour l'assistance de la partie lors de l'ensemble de la phase procédurale visée, que la chambre de l'instruction ait été ou non saisie

(3) Majoration en cas de présence d'une partie civile assistée ou représentée par un avocat : 3 U.V. -

(4) Majoration par jour supplémentaire d'audience : 6 UV

(5) L'ensemble des appels portés au cours de l'instruction devant la chambre de l'instruction donne lieu à une rétribution forfaitaire de 5 UV.

(6) Majoration lorsque le débat contradictoire ou une audition préalable du condamné en présence de son avocat a lieu au sein de l'établissement pénitentiaire : 1 U.V.

(7) Majoration en cas d'audience dans l'emprise portuaire et aéroportuaire : 1 U.V.

(8) Majorations possibles cumulables dans la limite de 16 U.V. en cas

- d'expertise avec ou sans déplacement: 4 U.V. ou 9 U.V.

- visite des lieux ou enquêtes : 5 U.V.

(9) Majoration possible : 1 U.V. par audition supplémentaire décidée par le juge dans la limite de trois majorations

ANNEXE 11

Nouvel imprimé d'attestation de mission « Affaires pénales »

Juridiction
(adresse-Cachet)

Modèle d'attestation à utiliser pour les missions achevées à compter du 2 août 2007

AIDE JURIDICTIONNELLE

Loi n°91-647 du 10 juillet 1991 modifiée

Décret n°91-1266 du 19 décembre 1991 modifié

**ATTESTATION DE MISSION
AFFAIRES PÉNALES**

Barème du décret n°2007-1151 du 30 juillet 2007

N° A.F.M.

Délivrée à Maître

Inscrit au Barreau de

Dans l'affaire c/

n° Parquet Aide juridictionnelle ☐ TOTALE ☐ PARTIELLE %

Décision du B.A.J. du / / N° B.A.J.

n°	NATURE DE LA MISSION - AFFAIRES PÉNALES (1)	Coeff. U.V. (2)
1	Instruction criminelle	50
2	Assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel (a)	50
2-1	Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché	3
3	Débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire	2
3-1	Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché et débat contradictoire relatif à la détention provisoire assurés par le même avocat	4
4	Instruction correctionnelle avec détention provisoire devant le juge d'instruction ou le juge des enfants	20
5	Instruction correctionnelle sans détention provisoire devant le juge d'instruction	12
6	Instruction correctionnelle sans détention provisoire devant le juge des enfants avec renvoi devant le tribunal pour enfants	12
7	Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet y compris la phase d'instruction) (b),	6
8	Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants (b) (c)	8
8-1	Assistance d'une personne faisant l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (b)	5
9-1	Assistance d'un prévenu majeur devant le tribunal de police (contraventions de police de la 5ème classe) (b)	2
9-2	Assistance d'un prévenu mineur devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1ère à la 5ème classe) (b)	2
10	Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels (b) (c)	8
10-1	Assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention (3) et autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen).	5
11	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police des 4 premières classes)	2
12	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant une juridiction de jugement du 1er degré (à l'exception des missions mentionnées aux VI.2 et VI.4)	8
13	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre des appels correctionnels	13
14	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel (d)	35
15	Assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle	8
16	Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle	18
17	Assistance d'un condamné devant le juge de l'application des peines ou le juge des enfants statuant en matière d'application des peines, le tribunal de l'application des peines ou le tribunal pour enfants statuant en matière d'application des peines (e)	4
18	Représentation d'un condamné devant la chambre de l'application des peines de la cour d'appel, son président ou la chambre spéciale des mineurs (e)	4
21	Assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement pour le placement sous surveillance électronique	2
22	Assistance ou représentation du requérant devant la commission de révision	7
23	Assistance ou représentation du requérant devant la cour de révision	10
24	Assistance ou représentation de la partie civile devant la cour pour la procédure de révision	7
26	Assistance ou représentation d'un condamné devant la commission de la Cour de cassation lors du réexamen d'une décision pénale, consécutif au prononcé d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme	17

(1) - En cas de pluralité d'avocats commis ou désignés d'office pour assister une personne à l'occasion des procédures pénales prévues dans la présente rubrique, une seule contribution est due. Les missions d'assistance pour les phases d'instruction et de jugement devant les tribunaux des forces armées sont rétribuées selon les coefficients applicables aux juridictions de droit commun.

(2) - Cocher la case correspondante

(3) - L'ensemble des appels portés au cours de l'instruction devant la chambre de l'instruction donne lieu à une rétribution forfaitaire de 5 UV

MAJORATIONS

n°	Types de majorations	Coeff. U.V.	Majoration	Total
40	(c) Jour supplémentaire d'audience	6	x6	
41	(b) Présence d'une partie civile assistée d'un avocat	3	+3	
42-1	(d) Demi-journée d'audience supplémentaire pour l'assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises (dans la limite de 16 UV par jour supplémentaire)	8	x 8	
43	(e) Débat contradictoire ou audition préalable du condamné en présence de son avocat au sein de l'établissement pénitentiaire	1	+1	
44-1	(a) Demi-journée supplémentaire d'audience pour l'assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises mineurs, le tribunal pour enfants statuant au criminel (dans la limite de 16 UV par jour supplémentaire)	8	x 8	

☐ Vu la demande d'attestation de mission présentée par Maître en application des art. 37 de la loi du 10/07/1991 et 108 du décret du 19/12/91

(4)

Nous _____, Greffier en chef de _____ attestons que l'avocat
nommé ci-dessus a accompli le ____ / ____ / _____ la mission pour laquelle il a été désigné.

Arrêtons la présente attestation à ☐☐☐ UV, **avant application du taux d'aide juridictionnelle partielle**, _____ (nombre d'UV en lettres) .

Montant hors taxe des sommes recouvrées par l'avocat en application de l'article 37 de la loi (5) : _____ € H.T

La déduction de ces sommes ainsi que l'application du taux d'aide juridictionnelle partielle sera effectuée par la CARPA lors du paiement de l'avocat.

A _____, le ____ / ____ / _____

Signature :

- (4) à cocher le cas échéant
(5) à renseigner le cas échéant

ANNEXE 12

Nouvel imprimé d'attestation de mission « Affaires civiles »

**Juridiction
(adresse-Cachet)**

Modèle d'attestation à utiliser pour les missions achevées à partir du 2 août 2007

AIDE JURIDICTIONNELLE

Loi n°91-647 du 10 juillet 1991 modifiée

Décret n°91-1266 du 19 décembre 1991 modifié

ATTESTATION DE MISSION

AFFAIRES CIVILES

Barème du décret n°2007-1151
du 30 juillet 2007

N°A.F.M. .

Délivrée à Maître -----

Inscrit au Barreau de -----

dans l'affaire -----c/-----

N° R.G.C. Aide Juridictionnelle ☐ totale ☐ partielle ☐ %

Décision du B.A.J du N° B.A.J

N°	I - PROCÉDURES	Coeff uv (1)	N°	I - PROCÉDURES	Coeff uv (1)
Divorce par requête conjointe-missions pour lesquelles la convention temporaire a été homologuée avant le 1^{er} janvier 2005- Autres divorces-missions pour lesquelles l'assignation a été délivrée avant le 1^{er} janvier 2005 (*)			10	Référé prud'homal avec départage	24
1	Divorce pour faute	36	10-1	Baux d'habitation - Instances au fond	21
2	Divorce requête conjointe et autres	30	10-2	Baux d'habitation - Référé	16
3	Divorce par requête conjointe Les deux époux ont l'A.J.et le même avocat	50	11	Tribunal de grande instance et Tribunal de commerce instances au fond. Renvoi à la formation collégiale (JEX) - (JAF)	26
Divorce par requête conjointe-missions pour lesquelles la convention temporaire a été homologuée après le 1^{er} janvier 2005- Autres divorces-missions pour lesquelles l'assignation a été délivrée ou la requête remise au greffe après le 1^{er} janvier 2005			12	Autres juridictions - Instances au fond - Juge de l'exécution-Juge de proximité- Tribunal du contentieux de l'Incapacité	16
1-1	Divorce par consentement mutuel	30	12-1	Difficultés d'exécution devant le JEX	4
2-1	Divorce par consentement mutuel Les deux époux ont l'A.J.et le même avocat	50	12-2	Demande de réparation d'une détention provisoire	6
3-1	Autres cas de divorce	34	12-3	Demande de réparation d'une détention provisoire avec avocat distinct de celui intervenu pour la procédure pénale	8 (2)
3-2	Autres cas de divorce avec projet d'acte notarié de liquidation du régime matrimonial homologué par le JAF	36	13	Référés	8
Autres procédures			14	Matière gracieuse	8
4	Procédure après divorce (JAF)	14	15	Requête	4
4-1	Autres instances devant le JAF	16	16	Appel et contredit	14
5	Incapacités	10	17	Appel avec référé	18
6	Assistance éducative	16	18	Appel sans représentation obligatoire - Appel - Départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - DOM	20
7	Prud'hommes	30	19	Appel avec référé sans représentation obligatoire - Appel avec référé - Départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - DOM	24
8	Prud'hommes avec départage	36	20	Tribunal des affaires de sécurité sociale	14
9	Référé prud'homal	16			

II - MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES (dans la limite de 16 UV)

N°	TYPES DE MAJORATIONS	Coeff UV	Majora tion	Total	N°	TYPES DE MAJORATIONS	Coeff uv	Majora tion	Total
21	Incidents mise en état (3) (dans la limite de 9 UV)	3	3 x	=	26	enquêtes sociales	2	2 x	=
22	Expertises avec déplacement	9	9 x	=	27	Autres mesures d'instruction	2	2 x	=
23	Expertises sans déplacement	4	4 x	=	34	Mesures de médiation ordonnées par le juge	2	2 x	=
25	vérifications personnelles du juge	5	5 x	=					

CONDITIONS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES ETRANGERS

N°	PROCÉDURES	Coeff uv	Majo- ration	Total
28	Prolongation de la rétention dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire devant le JLD	4		
29	Prolongation du maintien en zone d'attente devant le JLD	4		
29-1	Majoration d'1 UV en cas d'audience dans l'emprise portuaire ou aéroportuaire	1	+1	=

AUDITION DE L'ENFANT (loi n°93-22 du 8 janvier 1993)

N°	PROCÉDURES	Coeff uv	Majo- ration	Total
32	Audition de l'enfant	3		
33	Majoration d'1 UV par audition supplémentaire décidée par le juge (dans la limite de trois majorations)	1	1 x	=

☐ Vu la demande d'attestation de mission présentée par Maître _____ en application des articles 37 de la loi du 10/07/1991 et 108 du décret du 19/12/1991 (4)

Nous _____, Greffier en chef de _____ attestons que l'avocat nommé ci-dessus a accompli le _____ la mission pour laquelle il a été désigné.

Arrêtons la présente attestation à ☐☐ UV, **avant application du taux d'aide juridictionnelle partielle**, _____ (nombre d'UV en lettres)

Montant hors taxe des sommes recouvrées par l'avocat en application de l'article 37 de la loi (5) : _____ € H.T

La déduction de ces sommes ainsi que l'application du taux d'aide juridictionnelle partielle sera effectuée par la CARPA lors du paiement de l'avocat.

A _____, le _____

SIGNATURE:

(*)En cas d'application des passerelles prévues par la loi du 26 mai 2004 pour des procédures engagées avant le 1^{er} janvier 2005, se reporter à l'annexe 7 de la circulaire JUS J 05 90 001C du 12 Janvier 2005

(1) Cocher la case correspondante.

(2) le coefficient de 6 UV prévu à la ligne 12-2 est porté à 8 UV lorsque l'avocat intervenant au cours de la procédure de demande de réparation n'est pas l'avocat qui est intervenu au cours de la procédure pénale clôturée par la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement.

(3) Incidents ayant donné lieu, après discussion contradictoire à une décision du magistrat chargé de l'instruction de l'affaire.

(4) à cocher le cas échéant

(5) à renseigner le cas échéant

ANNEXE 13

Nouvel imprimé d'attestation de mission « Affaires administratives »

Juridiction
(adresse-Cachet)

Modèle d'attestation à utiliser pour les missions achevées
à compter du 2 août 2007

**AIDE JURIDICTIONNELLE
ATTESTATION DE MISSION**

**ORDRE ADMINISTRATIF ET
COMMISSIONS ADMINISTRATIVES**

Barème du décret n°2004-1025 du 29 septembre 2004

N° AFM

DÉLIVRÉE A MAÎTRE _____
INSCRIT AU BARREAU DE _____
DANS L'AFFAIRE _____
N° _____

DÉCISION DU BAJ DU

N° BAJ

AIDE JURIDICTIONNELLE ☐ TOTALE

☐ PARTIELLE %

I - PROCÉDURES TA-CAA, Tribunal départemental des Pensions Cour régionale des Pensions		Coeff UV	Total UV (1)	II - MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES (dans la limite de 16 UV)		Coeff UV	Majo - ration	Total UV (1)
1	Affaires au fond (Majorations voir II)	20		6	Expertise sans déplacement	4	4 x.	
3-4	Référé fiscal	6		7	Expertise avec déplacement	9	9x.	
3-5	Référé suspension, référé liberté, référé conservatoire	8		8	Visite des lieux ou enquêtes	5	5x	
3-6	Autres référés et procédures spéciales de suspension	4		III - AUTRES PROCÉDURES		Coeff UV	Total UV (1)	
4-1	Difficulté d'exécution d'une décision	6		9	Commission des recours des réfugiés	8		
5	Reconduite d'étrangers à la frontière	6		10	Autres juridictions administratives	14		
5-1	Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions	20		11	Commission d'expulsion des étrangers	6		
				12	Commission de séjour des étrangers	6		

☐ Vu la demande de délivrance de l'attestation de mission présentée par Maître _____ en application des articles 37 de la loi du 10/07/1991 et 108 du décret du 19/12/1991 (2)

Nous _____ Greffier en chef/Secrétaire de (3) attestons que l'avocat nommé ci-dessus a accompli le _____ la mission pour laquelle il a été désigné.

Arrêtons la présente attestation à (4) UV, avant application du taux d'aide juridictionnelle partielle _____ (nombre d'UV en lettres)

Montant hors taxe des sommes recouvrées par l'avocat en application de l'article 37 de la loi (2) : _____ € H.T.

L'application du taux d'aide juridictionnelle partielle et la déduction des sommes recouvrées en application de l'article 37 sera effectuée par la CARPA lors du paiement de l'avocat

A _____, le _____

Signature

(1) Cocher la case correspondante

(2) à renseigner le cas échéant

(3) Rayer la mention inutile

(4) indiquer le nombre d'UV en chiffres et en lettres

ANNEXE 14

Nouvelle table de codification de la nature des procédures

NATURE DE LA PROCÉDURE

Nomenclature à utiliser à partir du 2 AOÛT 2007 lors de la demande d'admission à l'aide juridictionnelle

I - JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES ET TRIBUNAL DES CONFLITS

11 - CONSEIL D'ETAT

- 111 affaires au fond
- 112 sursis à exécution
- 113 référés
- 114 saisine pour avis

12 - COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL ET TRIBUNAL ADMINISTRATIF

- 121 affaires au fond
- 125 reconduite d'étrangers à la frontière
- 129 difficulté d'exécution d'une décision
- 12 A référé fiscal
- 12 B référé suspension, référé liberté, référé conservatoire
- 12 C Autres référés et procédures spéciales de suspension

14 - TRIBUNAL DES CONFLITS

- 141 toutes procédures

15 - TRIBUNAL DES PENSIONS ET COUR RÉGIONALE DES PENSIONS

- 151 toutes procédures devant le tribunal départemental des pensions
- 152 toutes procédures devant la Cour régionale des pensions

16 - COMMISSION DES RECOURS DES REFUGIES

- 161 toutes procédures devant la commission des recours des réfugiés

19 - AUTRES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

- 191 toutes procédures

II - JURIDICTIONS JUDICIAIRES AFFAIRES CIVILES

21 - COUR DE CASSATION

- 211 cassation - chambre civile, commerciale et sociale
- 212 saisine pour avis de la Cour de cassation

22 - COUR D'APPEL

- 221 appel simple
- 222 appel avec référé Premier Président

- 223 appel sans représentation obligatoire
- 224 appel avec référé sans représentation obligatoire

23 - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

- 230 juge de l'exécution (JEX)
- 231 contentieux général (autres que divorces) et/ou procédures collectives
- 232 affaires gracieuses (autres que divorces)
- 233 référés
- 234 requêtes
- 237 procédure après divorce (JAF)
- 238 difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution
- 239 JAF Juge unique (hors divorce et hors après le divorce)
- 23 B divorce

24 - JUGE DES ENFANTS

- 241 assistance éducative

25 - TRIBUNAL D'INSTANCE OU JURIDICTION DE PROXIMITE

- 250 JEX
- 251 contentieux général (hors baux d'habitation)
- 252 matière gracieuse
- 253 référés (hors baux d'habitation)
- 254 requêtes
- 255 incapacités (juge des tutelles)
- 256 baux d'habitation (instances au fond)
- 257 baux d'habitation (référés)
- 258 difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution
- 259 juridiction de proximité

26 - CONSEIL DE PRUD'HOMMES

- 261 contentieux général
- 262 contentieux général avec départage
- 263 référés
- 264 référés avec départage

27 - TRIBUNAL DE COMMERCE

- 271 contentieux général et/ou procédures collectives
- 272 matière gracieuse
- 273 référés
- 274 requêtes

28 - TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SÉCURITÉ SOCIALE

- 281 contentieux général

29 - AUTRES PROCÉDURES

- 291 contentieux général devant d'autres juridictions
- 292 référés devant d'autres juridictions

- 293 requêtes devant d'autres juridictions
- 294 audition de l'enfant en justice
- 296 exécution d'une décision (recours à un officier public ou ministériel pour l'exécution d'un titre exécutoire)
- 297 demande de réparation d'une détention provisoire devant le premier président de la Cour d'appel
- 298 demande de réparation d'une détention provisoire, recours devant la commission nationale de réparation
- 299 appel devant la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail
- 29 A tribunal du contentieux de l'incapacité

IV - CONDITIONS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES ÉTRANGERS

- 411 Prolongation de la rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire devant le juge des libertés et de la détention
- 412 commissions d'expulsion des étrangers
- 413 commissions de séjours des étrangers
- 414 Prolongation du maintien en zone d'attente devant le juge des libertés et de la détention

V - TRANSACTION AVANT L'INTRODUCTION DE L'INSTANCE

- 512 transaction dans un litige relevant de la compétence de la Cour administrative d'appel ou du tribunal administratif
- 513 transaction dans un litige relevant de la compétence d'une autre juridiction administrative (sauf Conseil d'Etat)
- 522 transaction dans un litige relevant de la compétence de la Cour d'appel
- 523 transaction dans un litige relevant de la compétence du tribunal de grande instance
- 524 transaction dans un litige relatif aux baux d'habitation
- 525 transaction dans un litige relevant de la compétence du tribunal d'instance (hors baux d'habitation) ou de la juridiction de proximité
- 526 transaction dans un litige relevant de la compétence du Conseil des prud'hommes
- 527 transaction dans un litige relevant de la compétence du tribunal de commerce
- 528 transaction dans un litige relevant de la compétence du tribunal des affaires de sécurité sociale
- 529 transaction dans un litige relevant de la compétence d'une autre juridiction civile

VI - JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES ET TRIBUNAL DES CONFLITS APRÈS ÉCHEC DE LA TRANSACTION

62 - COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL ET TRIBUNAL ADMINISTRATIF

- 621 affaires au fond
- 629 difficulté d'exécution d'une décision

- 62 A référé fiscal
- 62 B référé suspension, référé liberté, référé conservatoire
- 62 C autres référés et procédures spéciales de suspension

63 - AUTRES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES SAUF CONSEIL D'ETAT

- 631 toutes procédures

VII - JURIDICTIONS CIVILES APRÈS ÉCHEC TRANSACTION

72 - COUR D'APPEL

- 721 appel simple
- 722 appel avec référé Premier Président
- 723 appel sans représentation obligatoire
- 724 appel avec référé sans représentation obligatoire

73 - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

- 731 contentieux général et/ou procédures collectives
- 733 référés
- 738 difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution

75 - TRIBUNAL D'INSTANCE OU JURIDICTION DE PROXIMITE

- 751 contentieux général ou JEX (hors baux d'habitation)
- 753 référés (hors baux d'habitation)
- 756 baux d'habitation (instances au fond)
- 757 baux d'habitation (référés)
- 759 Juridiction de proximité

76 - CONSEIL DE PRUD'HOMMES

- 761 contentieux général
- 762 contentieux général avec départage
- 763 référés
- 764 référés avec départage

77 - TRIBUNAL DE COMMERCE

- 771 contentieux général et/ou procédures collectives
- 773 référés

78 - TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SÉCURITÉ SOCIALE

- 781 contentieux général

79 - AUTRES PROCÉDURES

- 791 contentieux général devant d'autres juridictions
- 792 référés devant d'autres juridictions
- 795 juge de l'exécution, instance au fond
- 796 exécution d'une décision (recours à un officier public ou ministériel pour l'exécution d'un titre exécutoire)

VIII - ALTERNATIVES AUX POURSUITES ET COMPOSITION PÉNALE

81 - ALTERNATIVES AUX POURSUITES

- 811 médiation pénale
- 812 réparation mineur (article 12-1 de l'ordonnance du 02/02/45 relative à l'enfance délinquante)

82 - COMPOSITION PÉNALE

- 821 composition pénale

IX - JURIDICTIONS JUDICIAIRES - AFFAIRES PÉNALES

91 - COUR DE CASSATION

- 911 cassation - chambre criminelle
- 912 procédure de révision - assistance ou représentation du requérant devant la commission de révision
- 913 procédure de révision - assistance ou représentation du requérant devant la cour de révision
- 914 procédure de révision - assistance ou représentation de la partie civile devant la cour de révision
- 915 Réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt de la cour européenne des droits de l'homme

92 - COUR D'APPEL

- 921 assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat
- 922 assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels avec partie civile assistée d'un avocat
- 923 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre des appels correctionnels
- 924 procédure d'extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen

93 - PROCÉDURES CORRECTIONNELLES - INSTRUCTION JI

- 931 1^{ère} comparution devant le juge d'instruction
- 932 débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire devant le juge des libertés et de la détention
- 933 1^{ère} comparution devant le juge d'instruction et débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire devant le juge des libertés et de la détention
- 934 instruction correctionnelle avec détention provisoire
- 935 instruction correctionnelle avec détention provisoire y compris débat contradictoire devant le juge des libertés et de la détention et première comparution
- 936 instruction correctionnelle sans détention provisoire

- 937 instruction correctionnelle sans détention provisoire y compris 1^{ère} comparution
- 938 assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle JI
- 939 assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention

94 - PROCÉDURES CORRECTIONNELLES - INSTRUCTION JE

- 941 1^{ère} comparution devant le juge des enfants
- 942 débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire devant le juge des libertés et de la détention
- 943 1^{ère} comparution devant le juge des enfants et débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire devant le juge des libertés et de la détention
- 944 instruction correctionnelle avec détention provisoire
- 945 instruction correctionnelle avec détention provisoire y compris débat contradictoire devant le juge des libertés et de la détention et première comparution
- 946 instruction correctionnelle sans détention provisoire
- 947 instruction correctionnelle sans détention provisoire y compris 1^{ère} comparution
- 948 assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle JE
- 949 assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge des enfants et du juge des libertés et de la détention

95 - PROCÉDURES CONTRAVENTIONNELLES

- 953 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police (contraventions de 5^e classe)
- 954 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police (contraventions de 1^{ère} à 4^e classe)
- 957 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la juridiction de proximité (contraventions des quatre premières classes)
- 958 assistance d'un prévenu **majeur** devant le tribunal de police (5^{ème} classe), en l'absence d'une partie civile ou avec partie civile sans avocat.
- 959 assistance d'un prévenu **majeur** devant le tribunal de police (5^{ème} classe), avec partie civile assistée d'un avocat.
- 95 A assistance d'un prévenu **mineur** devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de 1^{ère} à 5^{ème} classe), en l'absence d'une partie civile ou avec partie civile sans avocat.
- 95 B assistance d'un prévenu **mineur** devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de 1^{ère} à 5^{ème} classe), avec partie civile assistée d'un avocat.

96 - PROCÉDURES CORRECTIONNELLES HORS INSTRUCTION

- 960 débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire
- 961 assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel en comparution immédiate avec débat sur la détention en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat

- 962 assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel en comparution immédiate avec débat sur la détention avec partie civile assistée d'un avocat
- 963 assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat
- 964 assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel avec partie civile assistée d'un avocat
- 965 assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet) en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat
- 966 assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet) avec partie civile assistée d'un avocat
- 967 assistance d'un prévenu devant le tribunal pour enfants en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat
- 968 assistance d'un prévenu devant le tribunal pour enfants avec partie civile assistée d'un avocat
- 969 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal correctionnel, le juge des enfants ou le tribunal pour enfants
- 96A présentation du mineur devant le procureur de la république
- 96B présentation du mineur devant le procureur de la république et débat contradictoire relatif à la détention provisoire lorsqu'ils sont assurés par le même avocat
- 96 C assistance d'une personne faisant l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

97 - PROCÉDURES CRIMINELLES - INSTRUCTION

- 971 assistance d'un prévenu pour une instruction criminelle devant le juge d'instruction
- 972 assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle devant le juge d'instruction
- 973 procédures devant la chambre de l'instruction (non compris l'extradition et les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention)
- 974 assistance d'un mis en examen (accusé ou prévenu) pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention

98 - PROCÉDURES CRIMINELLES


- 981 assistance d'un accusé devant la Cour d'assises majeurs
- 982 assistance d'un accusé devant la Cour d'assises mineurs ou devant le tribunal pour enfants statuant en matière criminelle
- 983 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la Cour d'assises majeurs
- 984 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la Cour d'assises mineurs ou devant le tribunal pour enfants statuant en matière criminelle

99 - PROCÉDURES D'APPLICATION DES PEINES

- 995 assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement pour le placement sous surveillance électronique
- 996 assistance d'un condamné devant le JAP ou le tribunal de l'application des peines
- 997 assistance d'un condamné devant le Juge des enfants statuant en matière d'application des peines ou le tribunal pour enfants statuant en matière d'application des peines
- 998 représentation d'un condamné devant la chambre de l'application des peines de la cour d'appel ou son président
- 999 représentation d'un condamné devant la chambre spéciale des mineurs

ANNEXE 15

Instructions relatives à la mise à jour des code nature des procédures.

 <p>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</p> <p>DSJ/SDOJP/AB4</p>	<p style="text-align: center;">AJWIN</p> <p>Instructions relatives à la mise à jour des codes nature</p>	<p>Page : 1/1</p> <p>Réf : annexe 15 instructions codes nature PLH2.wpd</p>
---	--	---

Une mise à jour des codes nature de procédure a été effectuée:

- afin, tout d'abord, de tenir compte de la refonte des articles concernant l'ordonnance du 2 novembre 1945 dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les libellés des codes ci-dessous ont été modifiés:

411: prolongation de la rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire devant le juge des libertés et de la détention.

414: prolongation du maintien en zone d'attente devant le juge des libertés et de la détention.

- d'autre part, pour prendre en compte les nouvelles missions rétribuées au titre de l'aide juridictionnelle et distinguer les missions d'assistance accomplies pour des majeurs et des mineurs en matière contraventionnelle, des codes ont été créés et d'autres ne doivent plus être utilisés.

- *Codes créés:*

958: assistance d'un prévenu majeur devant le tribunal de police (5ème classe), en l'absence d'une partie civile ou avec partie civile sans avocat.

959: assistance d'un prévenu majeur devant le tribunal de police (5ème classe), avec partie civile assistée d'un avocat.

95 A: assistance d'un prévenu mineur devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de 1ère classe à 5ème classe), en l'absence d'une partie civile ou avec une partie civile sans avocat.

95 B: assistance d'un prévenu mineur devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de 1ère classe à 5ème classe), avec partie civile assistée d'un avocat.

- *Codes ne devant plus être utilisés:*

951: assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5ème classe), en l'absence d'une partie civile ou avec partie civile sans avocat.

952: assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5ème classe), avec partie civile assistée d'un avocat.

955: assistance d'un prévenu devant la juridiction de proximité (contraventions de cinquième classe).

956: assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la juridiction de proximité (contraventions de cinquième classe).

- enfin, pour tenir compte des divergences de codes constatées dans les bureaux d'aide juridictionnelle et de l'absence de tri statistique possible sur certaines procédures.

299: appel devant la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail.

29 A: Tribunal du contentieux de l'incapacité.